



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 décembre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 12th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque avisé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de represse.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number: the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 47637-53)

Ace Hand-Dryer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Lewis Schwartz Sylva, Jack Simms, marchands, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, de Montréal, district judiciaire de Montréal, et Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, de Rosemere, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer et importer de la machinerie, outillage, chauffeuses électriques, appareils de climatisation et séchoirs à mains, accessoires et machineries, sous le nom de "Ace Hand-Dryer Corporation", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 47637-53)

Ace Hand-Dryer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1953, incorporating: Lewis Schwartz Sylva, Jack Simms, merchants, Sureka Wasserman, secretary, spinster, of Montreal, judicial district of Montreal, and Jacqueline Roberge, stenographer, spinster, of Rosemere, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture and import machinery, equipment, electrical heaters, air conditioners and hand dryers, supplies and machinery, under the name of "Ace Hand-Dryer Corporation", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of \$100. each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(P.G. 47696-53)

Acme Converters Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Irving Silver, manufacturier, Bertha Vineberg Silver, ménagère, épouse séparée de biens, d'Irving Silver, Max Coblentz, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturier et faire le commerce et le négoce de coton, lainages, soies, garnitures, ornements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Acme Converters Corporation", avec un capital de \$200,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et 1250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(P.G. 47761-53)

Alpha Photo, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1953, constituant en corporation: Jean Dolbec, comptable agréé, Paul-Étienne Bernier, avocat, de Québec, Paul Chartrain, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et profession de photographe et de publiciste sous toutes leurs formes, sous le nom de "Alpha Photo, Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 1500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 58, du Palais, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47443-53)

A. Monast et Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1953, constituant en corporation: Laurent Desroches, avocat, Charles-Henri Rolland MacKay, Raymond Camus, tous deux courtiers, Imelda Malo, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder ou autrement disposer d'immeubles, bâtisses et droit en iceux, sous le nom de "A. Monast et Cie Limitée", avec un capital de \$30,000 divisé en 30,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of November, 1953.

C. E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47696-53)

Acme Converters Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1953, incorporating: Irving Silver, manufacturer, Bertha Vineberg Silver, housewife, wife separate as to property of Irving Silver, Max Coblentz, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with cottons, woollens, silks, trimmings, ornaments and wearing apparel of every sort, under the name of "Acme Converters Corporation", with a capital stock of \$200,000, divided into 750 common shares of \$100. each and into 1250 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1953.

C. E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47761-53)

Alpha Photo, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November 1953, incorporating: Jean Dolbec, chartered accountant, Paul-Étienne Bernier, advocate, of Quebec, Paul Chartrain, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and profession of photographers and publicists, in all its branches, under the name of "Alpha Photo, Inc.", with a capital of \$25,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 1500 preferred shares of a parvalue of \$10 each.

The head office of the company will be at 58, Palace Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the tenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47443-53)

A. Monast et Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1953, incorporating: Laurent Desroches, advocate, Charles-Henri Rolland MacKay, Raymond Camus, both brokers, Imelda Malo, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold or otherwise dispose of real estate, buildings and rights thereto, under the name of "A. Monast et Cie Limitée", with a capital stock of \$30,000 divided into 30,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47605-53)

Aqueduc d'Auclair Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: François Bérubé, journalier, Wilfrid Tardif, marchand, Arsène Fréchette, gérant de magasin, tous trois de St-Émile d'Auclair, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exploiter un système d'aqueduc à Saint-Émile d'Auclair, sous le nom de "Aqueduc d'Auclair Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Émile d'Auclair, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47655-53)

**Aristide Boisvert et Fils Ltée
Aristide Boisvert and Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: Aristide Boisvert, industriel, Dame Bella Robitaille, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aristide Boisvert, François-Xavier Dionne, comptable, tous de La Sarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de papier, matériaux en papier, pulpe, bois de pulpe et de construction, et les sous-produits du bois; faire l'exploitation forestière, sous le nom de "Aristide Boisvert et Fils Ltée" — "Aristide Boisvert and Sons Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C. E. CANTIN.

(P. G. 47797-53)

Boud's Tavern Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Roland Gervais, bijoutier, Lionel Lajoie, marchand, tous deux de Montréal, Gontran Daoust, comptable, de Saint-Vincent-de-Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'hôtelleries, restaurants, magasin de cigares, cigarettes et tabacs, eaux gazeuses, comptoir d'huîtres, sous le nom de

Dated at the office of the Attorney General the tenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47605-53)

Aqueduc d'Auclair Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of November 1953, incorporating: François Bérubé, labourer, Wilfrid Tardif, merchant, Arsène Fréchette, store manager, all three of St-Émile d'Auclair, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate a system of water-works at Saint-Émile d'Auclair, under the name of "Aqueduc d'Auclair Ltée", with a capital of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Émile d'Auclair, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47655-53)

**Aristide Boisvert et Fils Ltée
Aristide Boisvert and Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Aristide Boisvert, industrialist Dame Bella Robitaille, wife separate as to property, by marriage contract, of Aristide Boisvert, François-Xavier Dionne, accountant, all of La Sarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture and carry on the paper business; deal in paper, pulp, pulpwood and lumber products and by-products, thereof; carry out forestry operations, under the name of "Aristide Boisvert et Fils Ltée" — "Aristide Boisvert and Sons Limited", with a capital of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of November 1953.

C. E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 47797-53)

Boud's Tavern Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of November 1953, incorporating: Roland Gervais, jeweller, Lionel Lajoie, merchant, both of Montreal, Gontran Daoust, accountant, of Saint-Vincent-de-Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hotel and restaurant business, operate an oyster counter and a store dealing in cigars, cigarettes, tobacco, sparkling waters,

"Boud's Tavern Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P. G. 47756-53)

Brisebois Plomberie Inc.
Brisebois Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1953, constituant en corporation: André Brisebois, plombier, de Pointe-Claire, Jacques-H. Viau, Armand-H. Viau, comptables, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de plombiers, ferblantiers; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Brisebois Plomberie Inc." — "Brisebois Plumbing Inc.", avec un capital de \$400,000 divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47611-53)

Canse & Frère Limitée
Canse & Frère Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Jocelyne Guévin-Canse, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Marc Canse, commerçant, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Henri Canse, contremaître René Canse, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de voituriers de passagers et effets mobiliers par terre, mer ou par air; agir comme entrepreneur général, sous le nom de "Canse & Frère Limitée" — "Canse & Frère Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 47663-53)

Champs de Mars Service Station Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1953, constituant en corporation: David Overland, gérant de garage, Doris Mann, secrétaire, fille majeure, Patricia Land, sténographe, fille majeure, tous des Cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

under the name of "Boud's Tavern Inc." with a capital of \$100,000 divided into 400 common shares of a par value of \$100 each and 600 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A. G. 47756-53)

Brisebois Plomberie Inc.
Brisebois Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November 1953, incorporating: André Brisebois, plumber, of Pointe-Claire, Jacques-H. Viau, Armand-H. Viau, accountants, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as plumbers, and tinsmiths; to carry on business as general contractors, under the name of "Brisebois Plomberie Inc." — "Brisebois Plumbing Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 40 common shares of a par value of \$100 each and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47611-53)

Canse & Frère Limitée
Canse & Frère Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Jocelyne Guévin-Canse, wife separate, as to property, by marriage contract, of Jean-Marc Canse, merchant, and duly authorized by the latter for the purposes set forth, Henri Canse, foreman, René Canse, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of carriers by land, water or air for the carriage of passengers and goods; to act as general contractors under the name of "Canse & Frère Limitée" — "Canse & Frère Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October 1953.

C. E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47663-53)

Champs de Mars Service Station Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1953, incorporating: David Overland, garage manager, Doris Mann, secretary, spinster, Patricia Land, stenographer, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter des garages, stations de service, salles de ventes, terrains de stationnement; et en général faire le commerce d'automobiles, sous le nom de "Champs de Mars Service Station Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN,

(P.G. 47618-53)

Commercial Leaseholds (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, John William Durnford, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer ou autrement disposer de propriétés immobilières; exploiter, vendre des édifices et constructions de toutes sortes et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Commercial Leaseholds (Quebec) Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(P.G. 47889-53)

Dagwood's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1953, constituant en corporation: Louis-Séverin Duguay, comptable, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, Françoise Poirier, sténographe, fille majeure, Denise Poirier, comptable, fille majeure, toutes deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurant, sous le nom de "Dagwood's Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47785-53)

Dorval Properties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept novembre 1953, constituant en corporation: Ethel Yussem, Roslyn Soloway, secrétaires, filles majeures, Pearl Charnatzky, étudiante en droit, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To operate garages, service stations, sales rooms, parking lots; and generally deal in automobiles, under the name of "Champs de Mars Service Station Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$10 each, and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1953.

C. E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47618-53)

Commercial Leaseholds (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1953, incorporating: Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, John William Durnford, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manage or otherwise dispose of real property; to operate and sell buildings and structures of all kinds and to deal with building materials, under the name of "Commercial Leaseholds (Quebec) Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1953.

C.-E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47889-53)

Dagwood's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November 1953, incorporating: Louis-Séverin Duguay, accountant, of Saint John's, judicial district of Iberville, Françoise Poirier, stenographer, fille majeure, Denise Poirier, accountant, fille majeure, both of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the restaurant business, under the name of "Dagwood's Inc.", with a capital of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twelfth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47785-53)

Dorval Properties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of November, 1953, incorporating: Ethel Yussem, Roslyn Soloway, secretaries, spinster, Pearl Charnatzky, student-at-law, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acheter ou autrement acquérir une ou des parcelles de terrains dans la ville de Dorval et y construire une ou des bâtisses, sous le nom de "Dorval Properties Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 19608-53)

Eastern Quebec Uranium & Nickel Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept novembre 1953, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, Gordon Angas, gérant d'assurance, tous deux de ville Mont-Royal, Raymond Eudes, avocat, de Montréal, tous trois du district judiciaire de Montréal, Albert Kouri, vendeur, Jack Edgar, marchand, tous deux de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Eastern Quebec Uranium & Nickel Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 89 ouest, rue King, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(P.G. 47641-53)

Fine Togs Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, Solomon Weber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des vêtements et faire le commerce de toutes sortes de produits faits, en entier ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, nylon et textiles, sous le nom de "Fine Togs Co.", avec un capital de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

To purchase or otherwise acquire a parcel or parcels of land in the Town of Dorval and to construct thereon a building or buildings, under the name of "Dorval Properties Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A.G. 19608-53)

Eastern Quebec Uranium & Nickel Corporation Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1953, incorporating: Norman Cecil Denys, advocate, Gordon Angas, insurance manager, both of the Town of Mount Royal, Raymond Eudes, advocate, of Montreal, all three of the judicial district of Montreal, Albert Kouri, salesman, Jack Edgar, merchant, both of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Eastern Quebec Uranium & Nickel Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid for its shares.

The head office of the company will be at 89 King West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1953.

C. E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47641-53)

Fine Togs Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Rose Markis, secretary, spinster, Solomon Weber, advocate and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture clothing and deal in all kinds of products made, in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, nylon and textiles, under the name of "Fine Togs Co.", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 7,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(P.G. 47644-53)

Fluor Bar Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Maurice Steinberg, Sol Sidney Fels, avocats, Arthur E. Morgan, courtier d'assurances, Albert Ellison, notaire, James McWilliam, consultant industriel, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Fluor Bar Mines Ltd.", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 510 rue McGill, suite 3., Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(A.G. 47644-53)

Fluor Bar Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of November, 1953, incorporating: Maurice Steinberg, Sol Sidney Fels, advocates, Arthur E. Morgan, insurance broker, Albert Ellison, notary, James McWilliam, industrial consultant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Fluor Bar Mines Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for shares of its capital stock.

The head office of the company will be at 510 McGill St., Suite 3, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(P. G. 47669-53)

Forest Homes Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1953, constituant en corporation: Georges-François Reid, conseil en loi de la Reine, avocat, Gabrielle Cormier, Lise Viens, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes; faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, ferblantiers, électriciens, menuisiers, poseurs d'appareils de chauffage, sous le nom de "Forests Homes Development Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 600, rue Abercorn, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A. G. 47669-53)

Forest Homes Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1953, incorporating: Georges-François Reid, Queen's Counsel, advocate, Gabrielle Cormier, Lise Viens, stenographers, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the construction business in all its branches; operate and carry out works of plumbing-contractors, tin-smiths, electricians, carpenters, and the installation of heating apparatus, under the name of "Forest Homes Development Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 600 Abercorn Street, Town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P. G. 47665-53)

Girard & Caya Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: Roger Girard, vendeur, Lucien Caya, contremaître, Dame Yvette Barabé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Girard, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des métaux et des métalloïdes de toutes sortes, les alliages, sous le nom de "Girard & Caya Inc.", avec un

(A. G. 47665-53)

Girard & Caya Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Roger Girard, salesman, Lucien Caya, foreman, Dame Yvette Barabé, housewife, wife separate as to property, by marriage contract, of Roger Girard, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals and metalloids of all kinds, and alloys, under the name of "Girard & Caya Inc.", with a capital stock of

capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune. \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 5354, 5356 et 5358, 13e ave, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47902-53)

Glenhill Knitwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1953, constituant en corporation: Armand Hébert, Roger Roy, comptables, Hélène Couture, sténographe, célibataire, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus et textiles de coton, laine, nylon, worsted et d'autres matières naturelles ou synthétiques propres à la fabrication de tissus, sous le nom de "Glenhill Knitwear Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Saint-Esprit, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47668-53)

Gresham Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat, et conseil en loi de la Reine, Jonathan Joseph Robinson, avocat, tous deux de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier des propriétés immobilières, sous le nom de "Gresham Investments Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(P.G. 47681-53)

Hartman's Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme libraires, imprimeurs et marchands d'ameublement et fournitures de bureaux, sous le nom de "Hartman's

The head office of the company will be at 5354, 5356 and 5358, 13th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the Attorney General, the fourth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47902-53)

Glenhill Knitwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1953, incorporating: Armand Hébert, Roger Roy, accountants, Hélène Couture, stenographer, spinster, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile such as cotton, wool, nylon, worsted or other real or synthetic material suitable for the fabrication of goods, under the name of "Glenhill Knitwear Ltd.", with a capital of \$100,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be located on Saint-Esprit Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, the twelfth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47668-53)

Gresham Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1953, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, Jonathan Joseph Robinson, advocate, both of Westmount, Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, and deal with immoveable properties, under the name of "Gresham Investments Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1953.

C.-E. CANTIN,
36215-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47681-53)

Hartman's Stationery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as stationers, printers and dealers in office furniture and office supplies, under the name of "Hartman's Stationery Inc.",

Stationery Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1411 rue St-Alexandre, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47677-53)

House of Hayden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Charles Hayden, dessinateur, Pearl Mary Chaisson, garde-malade, fille majeure, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, Blanka Gylai, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes et articles vestimentaires de toutes sortes, soies et lainages, sous le nom de "House of Hayden Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P. G. 47715-53)

Ideal Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Mike Overchuck, nettoyeur, Frédéric Hébert, Jean-Paul Langlois, tous deux notaires, tous de la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à nettoyer, laver, teindre, blanchir, presser toutes sortes de vêtements, fourrures, marchandises, meubles et effets en général, sous le nom de "Ideal Cleaners Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P. G. 47675-53)

Industrial & Mining Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Horace Neville Mason, ingénieur civil, de

with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1411 St. Alexandre St., City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A.G./47677-53)

House of Hayden Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1953, incorporating: Charles Hayden, designer, Pearl Mary Chaisson, Nurse, spinster, Raymonde Doyle, secretary, spinster, Blanka Gylai, bookkeeper, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell dresses and wearing apparel of all kinds, silks and woollens, under the name of "House of Hayden Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A. G. 47715-53)

Ideal Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Mike Overchuck, cleaner, Frédéric Hébert, Jean-Paul Langlois, both notaries, all of the City of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on the business which consists in cleaning, washing, dyeing, bleaching, pressing all kinds of clothing, furs, goods, furniture and effects in general, under the name of "Ideal Cleaners Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$100, each, and 100 common shares of a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at the City of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A. G. 47675-53)

Industrial & Mining Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Horace Neville Mason, civil engineer, of Pointe Claire, Joseph

Pointe Claire, Joseph Anthony Blamar, administrateur, Vlasta Pospisil Blamar, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Anthony Blamar, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce et le commerce de fer et d'acier, moteurs, machinerie et accessoires hydrauliques, électriques, miniers et industriels de toutes sortes, sous le nom de "Industrial & Mining Supplies Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47900-53)

Joseph Ménard & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze novembre 1953, constituant en corporation: Joseph Ménard, homme d'affaires, Louis Ménard, Jacques Ménard, René Ménard, Robert Ménard, garagistes, tous de Péribonca, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter des garages et faire le commerce de véhicules automobiles; agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Joseph Ménard & Fils Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Péribonca, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47716-53)

Jos Gauvin & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1953, constituant en corporation: Raymond Cossette, notaire, André Cossette, étudiant, Anne-Marie Lajeunesse, sténo-dactylo, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des glacières et des articles nécessaires à leur réparation, sous le nom de "Jos. Gauvin & Fils, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5, rue Lee, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 47658-53)

Laurent Molini Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Anthony Blamar, executive, Vlasta Pospisil Blamar, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Anthony Blamar, both of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with iron and steel, engines, machinery and hydraulic, electrical, mining and industrial equipment of all kinds, under the name of "Industrial & Mining Supplies Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1. each, and 9,000 preferred shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47900-53)

Joseph Ménard & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of November 1953, incorporating: Joseph Ménard, business man, Louis Ménard, Jacques Ménard, René Ménard, Robert Ménard, garage-keepers, all of Péribonca, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate garages, deal in automobile vehicles, and act as general contractors, under the name of "Joseph Ménard & Fils Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Péribonca, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twelfth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47716-53)

Jos Gauvin & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November 1953, incorporating: Raymond Cossette, notary, André Cossette, student, Anne-Marie Lajeunesse, steno-typist, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in refrigerators and accessories required for the repairing of same, under the name of "Jos. Gauvin & Fils, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 5 Lee Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of November, 1953.

C.-E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47658-53)

Laurent Molini Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix novembre 1953, constituant en corporation Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Peter Shorteno, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Laurent Molini Inc.", avec le capital de \$60,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1981 est, rue Jean Talon Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47860-53)

Les Frères Clément Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize novembre 1953, constituant en corporation: Clément Clément, contremaître, Jean-Paul Clément, Jules Clément, menuisiers, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de skis, attelages et accessoires de skis, avirons, chaises, et autres produits similaires, sous le nom de "Les Frères Clément Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le seize novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P. G. 47636-53)

**Les Immeubles Val-Martin Ltée
Val-Martin Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: Fernand Bernard, constructeur, Georges-E. Courville, comptable agréé, J.-Henri Brien, administrateur, Jean Drapeau, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Val-Martin Ltée" — "Val-Martin Realities Ltd.", avec un capital de \$220,000 divisé en 2,200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 125, Boulevard Laval, Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

ince of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of November, 1953, incorporating: Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, spinner, both of the City of Montreal, Peter Shorteno, advocate, of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings and deal in building material, under the name of "Laurent Molini Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1981 Jean Talon Street, E., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o De-uty Attorney General.

(A.G. 47860-53)

Les Frères Clément Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of November 1953, incorporating: Clément Clément, foreman, Jean-Paul Clément, Jules Clément, carpenters, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in skis, and skiing equipment, paddles, chairs, and other similar products, under the name of "Les Frères Clément Limitée", with a capital of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A. G. 47636-53)

**Les Immeubles Val-Martin Ltée
Val-Martin Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November 1953, incorporating: Fernand Bernard, builder, Georges-E. Courville, chartered accountant, J.-Henri Brien, trustee, Jean Drapeau, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Val-Martin Ltée" — "Val-Martin Realities Ltd.", with a capital stock of \$220,000 divided into 2,200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 125 Boulevard Laval, Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P. G. 47743-53)

Lessard sur la Côte Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1953, constituant en corporation: Raymond Lessard, commerçant, Rolande Bergeron-Lessard, épouse dudit Raymond Lessard, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Paul Beaulieu, comptable, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

- Exercer le commerce de vêtements, sous-vêtements, pour femmes, hommes et enfants, marchandises sèches en général, sous le nom de "Lessard sur la Côte Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A. G. 47743-53)

Lessard sur la Côte Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November 1953, incorporating: Raymond Lessard, merchant, Rolande Bergeron-Lessard, wife of said Raymond Lessard, and duly authorized by him for the purposes thereof, Paul Beaulieu, accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, and underwear for ladies, men and children; dry goods in general, under the name of "Lessard sur la Côte Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, the tenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P.G. 46379-53)

Lithographie Centrale Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Jean Marien, Pierre Marien, comptables, Guy-E. Boisvert, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

- Faire le commerce général de lithographie, d'impression et de papaterie, sous le nom de "Lithographie Centrale Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit octobre 1953

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A.G. 46379-53)

Lithographie Centrale Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953 incorporating: Jean Marien, Pierre Marien, accountants, Guy-E. Boisvert, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lithographing, printing, and stationery business, under the name of "Lithographie Centrale Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P.G. 47813-53)

Low & Associates Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept novembre 1953, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, avocat, Gisèle Behocaray, secrétaire, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Myrto Brasseur, secrétaire de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

- Exercer le commerce de marchands d'obligations, courtiers de placements et courtiers d'actions, sous le nom de "Low & Associates Company Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 637 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(A.G. 47813-53)

Low & Associates Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1953, incorporating: Raymond Leboeuf, lawyer, Gisèle Behocaray, secretary, spinster, both of city and judicial district of Montreal, Myrto Brasseur, secretary, of St. Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers, under the name of "Low & Associates Company Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 637 Craig St., West Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(P.G. 47652-53)

Melrose Lending Library & Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi de la Reine, Edward Henry Bernfeld, avocat, Sally Isabelle Raicek, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme libraires et marchands de livres, imprimeurs et éditeurs, manifacter et faire le négoce de nouveautés, articles de bureaux et autres accessoires, sous le nom de "Melrose Lending Library & Agencies Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215 C.-E. CANTIN.

(A.G. 47652-53)

Melrose Lending Library & Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1953, incorporating: Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, Edward Henry Bernfeld, advocate, Sally Isabelle Raicek, secretary, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as stationers and book-sellers, printers and publishers; to manufacture and deal in novelties, office goods and other supplies, under the name of "Melrose Lending Library & Agencies Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1953.

C. E. CANTIN,
36215-o Deputy Attorney General.

(P.G. 46421-53)

Metropolitan Brick Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1953, constituant en corporation S. Maurice Hébert, Luc Geoffroy, Lionel Crevier, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Metropolitan Brick Inc.", avec un capital de \$200,000 divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A.G. 46421-53)

Metropolitan Brick Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October 1953, incorporating: Maurice S. Hébert, Luc Geoffroy, Lionel Crevier, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in buildings materials, under the name of "Metropolitan Brick Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 1,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P. G. 47784-53)

Meyer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept novembre 1953, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et détenir un certain terrain ayant front sur le chemin de Côte de Liesse, sous le nom de "Meyer Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(A. G. 47784-53)

Meyer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of November, 1953, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem; secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to hold a certain lot of land fronting on Côte de Liesse Road, under the name of "Meyer Corporation", with a capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100. each and into 800 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(P. G. 47887-53)

Mistral Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze novembre 1953, constituant en corporation: Gisèle Gélinais, secrétaire, de Saint-Vincent-de-Paul, Paul Trudeau, avocat, de Ville Mont-Royal, Jean d'Amour, avocat, de Beauharnois, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme constructeur général, dessinateur, expert dans la construction, réparation et gestion de tous immeubles quelconques, sous le nom de "Mistral Incorporée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36215-o

L. DÉSILETS.

(A. G. 47887-53) i

Mistral Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day, of November 1953, incorporating: Gisèle Gélinais, secretary, of Saint-Vincent-de-Paul, Paul Trudeau, advocate, of Town of Mount-Royal, Jean d'Amour, advocate, of Beauharnois, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a general contractor, draughtsman, and expert in the building, repairing and managing of all immoveable property whatsoever, under the name of "Mistral Incorporée", with a capital of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twelfth day of November 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(P.G. 46826-53)

M. Lemieux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Marc-Aurèle Lemieux, industriels, de Lévis, Jeannine Tarlif, célibataire, secrétaire, de Québec, Jacques Drouin, c.r., avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets ou marchandises dans lesquels entrent du bois ou ses sous-produits, du métal, des minéraux, des composés chimiques et synthétiques, sous le nom de "M. Lemieux Inc.", avec un capital de \$28,000, divisé en 300 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36215-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 46826-53)

M. Lemieux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: Marc-Aurèle Lemieux, industrialist, of Lévis, Jeannine Tardif, spinster, secretary, of Québec, Jacques Drouin, Q.C. advocate, of Sillery, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To deal in goods or merchandise in the fabrication of which enters wood or its by-products, metal, minerals, chemical and synthetic compounds, under the name of "M. Lemieux Inc.", with a capital stock of \$28,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November 1953.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

(P.G. 47612-53)

Morigan Hosiery Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Lionel Morin, marchand, Antoinette Lemay-Morin, épouse séparée de biens dudit Lionel Morin, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Garthby, Jean-Marie Morin, commerçant, de Sherbrooke, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce des bas de soie ou toutes autres sortes de produits qui peuvent être fabriqués de la soie artificielle ou naturelle, sous le nom de "Morigan Hosiery Mills Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

(A.G. 47612-53)

Morigan Hosiery Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Lionel Morin, merchant, Antoinette Lemay-Morin, wife separate as to property of said Lionel Morin, and duly authorized by him for the purposes set forth, both of Garthby, Jean Marie Morin, merchant, of Sherbrooke, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in silk hosiery or all other kinds of products which may be fabricated with artificial or real silk, under the name of "Morigan Hosiery Mills Limited", with a capital of \$25,000 divided into 250 shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 47815-53)

Morris Webster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Maurice J.-D. Webster, manufacturier, Hélène Deniger, secrétaire, Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre et faire le commerce d'aliments et breuvages non-toxiques et non-alcooliques et autres marchandises au moyen de machines automatiques de distribution, sous le nom de "Morris Webster Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1463 avenue Crescent, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47861-53)

P. C. Lamère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize novembre 1953, constituant en corporation: P.-Conrad Lamère, entrepreneur, de Valois, Jacques-H. Viau, Armand-H. Viau, comptables, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de plombiers, ferblantiers; et faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "P. C. Lamère Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valois, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 48936-53)

P. E. Authier Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois novembre 1953, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, Jacques Fleury, tous deux avocats, de Val d'Or, Janine Després, secrétaire, célibataire, de Sullivan, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint François.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October 1953.

C. E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47815-53)

Morris Webster Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Morris J. D. Webster, manufacturer, Helene Deniger, secretary, Jeanne-Françoise Raymond, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell and deal in food and non-intoxicating and non-alcoholic beverages and other merchandise by means of automatic vending machines, under the name of "Morris Webster Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1. each and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 1463 Crescent Avenue, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47861-53)

P. C. Lamère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of November 1953, incorporating: P.-Conrad Lamère, contractor, of Valois, Jacques-H. Viau, Armand-H. Viau, accountants, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as plumbers, tinsmiths; and carry on business as general contractors, under the name of "P. C. Lamère Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 40 common shares of a par value of \$100 each, and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Valois, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 489-53)

P. E. Authier Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November 1953, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, Jacques Fleury both advocates, of Val d'Or, Janine Després, secretary, spinster, of Sullivan, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Faire le commerce d'épicerie, viandes et produits alimentaires de toute nature, sous le nom de "P. E. Authier Compagnie Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47859-53)

Pelletier Automobiles Limitée

F Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize novembre 1953, constituant en corporation: Pierre Pelletier, agent, de la Malbaie, district judiciaire de Saguenay, Pauline Lagueux, Thérèse Lagueux, secrétaires, célibataires, de Saint-Joseph-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exploiter un garage pour automobiles, faire le commerce d'automobiles et de machineries de toutes sortes, sous le nom de "Pelletier Automobiles Limitée", avec un capital de \$30,030 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le seize novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47742-53)

**Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée
Belœil Plumbing & Heating Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Gabriel Tétrault, entrepreneur, Dame Marthe Lussier Tétrault, comptable, tous deux de Belœil Station, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu, Fernand Murphy, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand de matériaux de construction, de quincaillerie, de plomberie et de chauffage, sous le nom de "Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée" — "Belœil Plumbing & Heating Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil Station, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47604-53)

R. Arcand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To deal in groceries, meats and food products of every nature and kind, under the name of "P. E. Authier Compagnie Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into, 1000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47859-53)

Pelletier Automobiles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of November 1953, incorporating: Pierre Pelletier, agent, of La Malbaie, judicial district of Saguenay, Pauline Lagueux, Thérèse Lagueux, secretaries, spinsters, of Saint-Joseph-de-Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To operate a garage for automobiles, deal in automobiles and machinery of all kinds, under the name of "Pelletier Automobiles Limitée", with a capital of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47742-53)

**Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée
Belœil Plumbing & Heating Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of November 1953, incorporating: Gabriel Tétrault, contractor, Dame Marthe Lussier Tétrault, accountant, both of Belœil Station, county of Verchères, judicial district of Richelieu, Fernand Murphy, accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchant dealing in building materials, hardware, plumbing and heating, under the name of "Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée" — "Belœil Plumbing & Heating Limited", with a capital of \$60,000 divided into 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Belœil Station, county of Verchères, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47604-53)

R. Arcand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day

du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Roland Arcand, marchand, Fernand Côté, avocat, tous deux de Malartic, Jean-Louis Lepinay, comptable agréé, de Val d'Or, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'un magasin de détail à rayons, sous le nom de "R. Arcand Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47606-53)

R. Dumoulin Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Relhière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: Roger Dumoulin, garagiste, Dame Marie Gratton-Dumoulin, ménagère, épouse séparée de biens de Roger Dumoulin, tous deux descité et district judiciaire de Montréal, Louis Masson, comptable, de l'Épiphanie, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, parties d'automobiles et de camions, instruments aratoires; exploiter des garages, sous le nom de "R. Dumoulin Automobiles Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 47642-53)

Rebuilders & Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, toutes deux secrétaires, filles majeures, Joshua Millman, comptable agréée, de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, Erwin S. Brodie, étudiant, de la cité d'Outremont, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, reconstruire et faire le commerce de machineries neuves et usagées, engins outillage d'usine d'énergie électrique, instruments de toutes sortes, sous le nom de "Rebuilders & Sales Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 340 édifice Dominion Square, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

of November, 1953, incorporating: Roland Arcand, merchant, Fernand Côté, advocate, Abo- of Malartic, Jean-Louis Lepinay, chartered the countant, of Val d'Or, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To operate a retail department store, under the name of "R. Arcand Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the Town of Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney Genral.

(A.G. 47606-53)

R. Dumoulin Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Relhière in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the third day of November 1953, incorporating: Roger Dumoulin, garage-keeper, Dame Marie Gratton-Dumoulin, housewife, wife separate as to property of Roger Dumoulin, both of the city and judicial district of Montreal, Louis Masson, accountant, of l'Épiphanie, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, and parts thereof, farm implements; operate garages, under the name of "R. Dumoulin Automobiles Ltée", with a capital of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of November 1953.

C. E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47642-53)

Rebuilders & Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, both secretaries, spinsters, Joshua Millman, chartered accountant, of the City of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, Erwin S. Brodie, student, of the City of Outremont, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, rebuild and deal in new and used machinery, engines, power plant equipment, implements of all kinds, under the name of "Rebuilders & Sales Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 preferred shares of \$100. each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 340 Dominion Square Bldg., city of Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(P.G. 47757-53)

Reliable Smallwares Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Thomas C. Collins, Gordon B. Collins, tous deux vendeurs, de St. Lambert, Larry Solomon, gérant, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre en gros et détail, des bibelots de toutes sortes, fils, galons, bordures, fermoirs en coulisse, accessoires et garnitures pour tailleurs, sous le nom de "Reliable Smallwares Co. Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et en 150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 261 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36215 L. DÉSILETS.

(A.G. 47757-53)

Reliable Smallwares Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of November, 1953, incorporating: Thomas C. Collins, Gordon B. Collins, both salesmen, of St. Lambert, Larry Solomon, manager, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of selling, both wholesale and retail, notions of all types, threads, tapes, bindings, zippers and tailors supplies and trimmings, under the name of "Reliable Smallwares Co. Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 150 preferred shares of \$100 each and into 150 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 261 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

36215-o Deputy Attorney General.

(P.G. 47656-53)

Robitaille Service Stations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: William Harvey Robitaille, industriel, Jean Beauregard, avocat, Antoinette Leleu, sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de garagistes, sous le nom de "Robitaille Service Stations Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et en 470 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5004 Boulevard Décarie, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36215-o L. DÉSILETS.

(A.G. 47656-53)

Robitaille Service Stations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: William Harvey Robitaille, industrialist, Jean Beauregard, advocate, Antoinette Leleu, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry out the operations of garage-keepers, under the name of "Robitaille Service Stations Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 300 common shares of \$10 each and 470 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5004 Décarie Boulevard, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1953.

L. DÉSILETS,

36215 Deputy Attorney General.

(P.G. 48886-53)

Rodolphe Duranleau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du seize novembre 1953, constituant en corporation: Rodolphe Duranleau, importateur, Germaine Lemay, épouse contractuellement séparée de biens de Rodolphe Duranleau, Raymond Duranleau, voyageur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme exportateurs et importateurs de tous produits alimentaires, vestimentaires, parfumerie, sous le nom de "Rodolphe Duranleau Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 48886-53)

Rodolphe Duranleau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November 1953, incorporating: Rodolphe Duranleau, importer, Germaine Lemay, wife separate as to property of Rodolphe Duranleau, Raymond Duranleau, traveller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of all food, wearing apparel and perfume products, under the name of "Rodolphe Duranleau Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, seize novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-0 L. DÉSILETS.

(P.G. 47676-53)

Ronsel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Stanley Kandestin, avocat, Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Abraham T. Seidman, comptable, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de "Ronsel Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47880-53)

Rora Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douze novembre 1953, constituant en corporation: John Jacob Spector, C.R., avocat, Ben Schechter, Moses Moscovitch, avocat, Margaret McMartin, fille majeure, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et faire le commerce d'un emplacement situé sur le Chemin des Sources ou Rang St-Rémi, dans la paroisse de Pointe-Claire, sous le nom de "Rora Inc.", avec avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47745-53)

Sanders & Gold Cloak Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf novembre 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, Solomon Weber, C.R., de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits et articles faits en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, textiles, produits chimiques et

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(A.G. 47676-53)

Ronsel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1953, incorporating: Stanley Kandestin, advocate, Anne Goldenblatt, secretary, spinster, both of the city of Montreal, Abraham T. Seidman, accountant, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Ronsel Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 250 preferred shares of a par value of \$100. each and 50 common shares of a par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 47880-53)

Rora Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of November, 1953, incorporating: John Jacob Spector, Q.C., advocate, Ben Schechter, Moses Moscovitch, advocates, Margaret McMartin, spinster, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and deal with an emplacement situated on Chemin des Sources or Rang St-Rémi, in the Parish of Pointe-Claire, under the name of "Rora Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of the par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 47745-53)

Sanders & Gold Cloak Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of November, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, of the Town of Mount Royal, Rose Markis, secretary, spinster, Solomon Weber, advocate, Q.C., of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products and articles made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, textiles, chemical and beauty products, under

de beauté, sous le nom de "Sanders & Gold Cloak Co.", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47616-53)

Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Claude Moncel Tétrault, William Edgar Bronstetter, G. Gordon Kohl, Jacques Tétrault, Peter R. D. Mackel, avocats, June Phillips, Evelyn Lehman, Myrtle O'Connor, Mary Donovan, sténographe, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club à des fins d'accommodation, récréation des actionnaires et autres membres, sous le nom de "Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Kirk's Ferry, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

(P.G. 47695-53)

Trans-Canada Upholstering Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1953, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, avocats, Thérèse Servant, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, dessiner, réparer et vendre des mobiliers et ameublements, lits, matelas, nattes, tapis, stores vénitiens et meubles de toute sorte, sous le nom de "Trans-Canada Upholstering Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A.G. 47607-53)

**Trottier Realities Inc.
Les Immeubles Trottier Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1953, constituant en corporation: Claude Ducharme, avocat, de Montréal, Pierre Trottier, administrateur, de

the name of "Sanders & Gold Cloak Co.", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100. each, and into 750 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47616-53)

Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1953, incorporating: Claude Moncel Tétrault, William Edgar Bronstetter, G. Gordon Kohl, Jacques Tétrault, Peter R.D. MacKell, advocates, June Phillips, Evelyn Lehman, Myrtle O'Connor, Mary Donovan, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish and conduct a club for the accommodation, recreation of the shareholders and others, under the name of "Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10. each.

The head office of the company will be at the Village of Kirk's Ferry, in the judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47695-53)

Trans-Canada Upholstering Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November 1953, incorporating: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, advocates, Thérèse Servant, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, design, repair and sell furniture, beds, mattresses, mats, carpets, venetian blinds and furniture of all kinds, under the name of "Trans-Canada Upholstering Ltd", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P.G. 47607-53)

**Trottier Realities Inc.
Les Immeubles Trottier Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October 1953, incorporating: Claude Ducharme, advocate, of Montreal, Pierre Trottier, trustee, of Saint-Lambert, Léo Giroux, build-

Saint-Lambert, Léo Giroux, constructeur, de Laval-des-Rapides, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "Trotter Realty Inc." — "Les Immeubles Trotter Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé sur la rue du Couvent, à Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
36215-o C. E. CANTIN.

(A.G. 47744-53)

Wilro Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1953, constituant en corporation: Marc Paquet, commerçant, Marcel Rochette, Wilfrid-C. Paquet, tous deux Camionneurs, tous de Saint-Raymond, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Wilro Incorporé", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans l'immeuble de Marc Paquet, à Saint-Raymond, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215-o L. DÉSILETS.

(A.G. 47660-53)

W. P. Lunny Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1953, constituant en corporation: John Raymond Lunny, courtier de douanes, Alec Phelps Grigg, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtiers de douanes et diriger les affaires d'un commerce de transport et d'entreposage sous le nom de "W. P. Lunny Limited", avec un capital de \$70,000 divisé en 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
36215 L. DÉSILETS.

der, of Laval-des-Rapides, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Trotter Realty Inc." — "Les Immeubles Trotter Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at du Couvent street, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of October 1953.

C. E. CANTIN,
36215 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 47744-53)

Wilro Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November 1953, incorporating: Marc Paquet, merchant, Marcel Rochette, Wilfrid-C. Paquet, both truckmen, all of Saint-Raymond, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors, under the name of "Wilro Incorporé", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Marc Paquet Building, at Saint-Raymond, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the sixth day of November 1953.

L. DÉSILETS,
36215 Deputy Attorney General.

(P. G. 47660-53)

W. P. Lunny Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of November, 1953, incorporating: John Raymond Lunny, customs broker, Alec Phelps Grigg, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as customs house brokers, and to transact a general cartage and warehousing business, under the name of "W. P. Lunny Limited", with a capital stock of \$70,000, divided into 50,000 preferred shares of a par value of \$1. each and into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of November, 1953.

L. DÉSILETS,
36215-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, étudiant en notariat, de la cité

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notarial student, of the city of

de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi pour valider sa cléricature et son admission à l'étude du notariat.

Montréal, le 25 novembre 1953.

Le Procureur du requérant,
36148-48-0 ÉMILIEN BRAIS.

Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an Act validating his cléricature and his admission to the study of the notarial profession.

Montreal, November 25, 1953.

36148-48-0 ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement leur charte commune, la loi 40, Victoria, chapitre 23, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: autoriser lesdits Bureaux des commissaires à aviser le greffier de la cité de Sherbrooke avant le 1er novembre de chaque année du taux convenu de la taxe scolaire requise pour l'année suivante; permettre aux dits Bureaux des commissaires de contester les rôles d'évaluation et de perception préparés par la cité de Sherbrooke; autoriser lesdits Bureaux des commissaires à fixer le taux de la taxe suivant leurs besoins et en conséquence enlever la limite de dix millièmes dans la piastre présentement fixée par leur charte; autoriser le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à hausser la limite de trois millièmes par piastre actuellement fixée par ladite charte à cinq millièmes par piastre, en ce qui a trait à la taxe scolaire spéciale des protestants; donner le droit auxdits Bureaux des commissaires de préparer leur propre rôle d'évaluation, de l'homologuer et de confectionner leur propre rôle de perception en ce qui concerne la machinerie située dans les limites de leur territoire; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 20 octobre, 1953.

Les Procureurs des requérants,
36082-47-4-0 CRÉPEAU & CRÉPEAU.

Notice is hereby given that the Roman Catholic School Board for the City of Sherbrooke and the Protestant School Board for the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending their common charter, the act 40, Victoria, chap. 23, and the various statutes amending it; to authorize the said School Boards to notify only before the 1st of November of each year the clerk of the City of Sherbrooke of the rate they have decided for the school tax requisite for the coming year; to give to the said School Boards the right to contest the valuation and collection rolls prepared by the City of Sherbrooke; to authorize the said School Boards to levy a school tax sufficient to meet their needs and consequently to abolish the ten mills limit provided by their common charter, to authorize the Protestant School Board of the City of Sherbrooke to raise the actual limit of three mills as fixed by the said charter to five mills, in so far as the special school tax for protestants is concerned; to empower the said School Boards to prepare their own valuation and collection rolls to homologate the same, as far as machinery and accessories which are immovable by destination are concerned; and for other purposes.

Sherbrooke, October 20th, 1953.

36082-47-4-0 CRÉPEAU & CRÉPEAU,
Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la présente session de la Législature provinciale, pour autoriser la ville de Donnacona à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 2%.

Québec, le 17 novembre, 1953.

Le Procureur,
36087-47-4-0 JACQUES PERRON.

Notice is hereby given that a bill will be presented at the present session of the provincial Legislature to authorize the city of Donnacona to perceive within its limits a special sale tax of 2%.

Québec, November 17th, 1953.

36087-47-4-0 JACQUES PERRON,
Attorney.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les héritiers ou ayants droits de monsieur Marcel Martin, de son vivant bourgeois, demeurant en la ville de Saraguay dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi leur octroyant le pouvoir de vendre ou d'aliéner sans restriction les biens laissés par le dit feu Marcel Martin, légués par son testament en date du 12 juillet 1923.

Montréal, le 7 décembre 1953.

Les Procureurs des pétitionnaires,
36231-50-4-0 LACROIX, VIAU & POUPART.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the heirs or ayants droits of Mr Marcel Martin in his lifetime gentleman, living in the town of Saraguay in Jacques-Cartier county, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the purpose of an Act giving them the power to sell or to transfer without restriction the property bequeathed by the late Marcel Martin in his Will dated July the 12th, 1923.

Montreal, December 7th, 1953.

36231-50-4-0 LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Laurent, Comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Ville St-Laurent ouest; annexer une partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse; autoriser la création d'un fonds de roulement; l'adoption de règlements concernant le zonage et la construction; la construction d'un seul édifice sur un lot distinct; l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; limiter la taxation des terres en culture; établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes imposées dans le cas de certains travaux; prévoir une rémunération pour les membres du Conseil et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 novembre 1953.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
36068-47-4-o HENRI S. BEAULIEU.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Laurent, County of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the adoption of an Act for the following purposes: to incorporate the municipality into a town municipality under the name of the town of Saint-Laurent West; to annex a part of the municipality of Notre-Dame-de-Liesse; to authorize the creation of a working fund; the adoption of by-laws concerning zoning and building; the construction of one building only on a distinct lot; to issue summons relative to infringements to traffic and public security; to limit taxation on cultivated soils, to establish a procedure for the payment of permanent works; to delay conditionally the levying of taxes imposed in the case of certain works; to provide for the remuneration of members of the Council and for all other purposes.

Montreal, November 12, 1953.

HENRI S. BEAULIEU,
36068-47-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que madame Léocadie Leduc, de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, veuve d'Oscar Peladeau, en son vivant cultivateur du même endroit, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de clarifier certains doutes sur sa capacité d'aliéner, aux termes du testament dudit Oscar Peladeau, un immeuble faisant partie de la succession de ce dernier.

Montréal, ce 17 novembre 1953.

Les Avocats de la Pétitionnaire,
36094-47-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Leocadie Leduc, of the Parish of Ste. Jeanne de l'Île Perrot, widow of the late Oscar Peladeau, in his lifetime farmer of the same Parish, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a Bill in order to dispel certain doubts as to her capacity, under the will of the said Oscar Peladeau, to alienate certain immovable property being a portion of the estate of the deceased.

Montreal, this 17th day of November 1953.

LANGLOIS & RITCHIE,
36094-47-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Joseph Alan Dorsey, Harry Wolfe, Martin Arnovitz, Robert Silverstein, Norman Genser, et autres, citoyens des cité et district de Montréal, professant la foi juive, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, demandant d'être incorporés en corporation, et les autres qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Temple Beth Sholom".

Montréal, le 18 novembre 1953.

Le Procureur des requérants,
NORMAN GENSER.
276 Ouest, rue St-Jacques,
Montréal. 36096-47-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Joseph Alan Dorsey, Harry Wolfe, Martin Arnovitz, Robert Silverstein, Norman Genser and others, citizens, of the city and district of Montreal, professing the Jewish faith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session praying for the incorporation of themselves and such others as may hereafter become members into a religious Congregation under the name "Temple Beth Sholom".

Montreal, November 18th, 1953.

NORMAN GENSER,
Attorney for Petitioners,
276 St. James St. W.,
Montreal. 36096-47-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 94, et amendements, sur les matières suivantes: régler la façon dont les travaux d'améliorations locales pourront être exécutés; fixer la façon dont les taxes municipales pourront être imposées pour les années 1953, 1954; création d'un bureau de revision et dispositions spéciales quant à la confection du rôle d'évaluation; pouvoir du conseil quant à l'évaluation de la

PUBLIC NOTICE

Public notice is, hereby, given that the Town of St. Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 8 Edward VII, chapter 94, and amendments, for the following purposes: vacant lots acquired for taxes; to regulate the manner of carrying out local improvements; to stipulate how the municipal taxes will be imposed for the years 1953, 1954; establishment of a revision board and special provisions concerning the preparation of the valuation roll; powers of the council for the valuation of machineries; to regulate

machinerie; valider le titre de la Ville Saint-Laurent sur le lot numéro 254-78; annexion des lots numéros 481 et 488 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, faisant présentement partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse et des lots numéros 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 et 487 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, faisant partie présentement de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent; amender la loi 13 George V, chapitre 105, article 3 de la commission métropolitaine quant à l'approbation des règlements s'emprunts; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1953.

36102-47-4-o Le Procureur du requérant,
ROBERT HODGE

how complaints by the taxpayers can be referred to the assessment roll; validate the title of the City of St. Laurent to the lot number 254-78; annexation of lots number 481 and 488 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of Notre-Dame-de-Liesse, and of lots numbers 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 and 487 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the municipality of the parish of St. Laurent; amendment to the act 13 George V, chapter 105, sec. 3 of the metropolitan commission concerning approval of borrowing by-laws; and for other purposes.

Montreal, November 13, 1953.

36102-47-4-o ROBERT HODGE,
Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que Harry Aisenberg, comptable de la cité de Montréal, présentera une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine session, introduisant un Bill privé autorisant l'Institut des Comptables Agréés de Québec, à émettre au pétitionnaire, sur paiement des honoraires statutaires de dix dollars (\$10.00), un permis de pratiquer comme Comptable Public, dans la province de Québec, ledit pétitionnaire étant par là assujéti aux dispositions de la loi pour réglementer la comptabilité et la vérification, (Loi 10, George VI, chapitre 47, 1946, telle qu'amendée par la loi 11, George VI, chapitre 64, 1947), comme si ce permis avait été émis en vertu de la sous-section 2 de la section 11 de ladite loi.

A Montréal, ce 12ième jour de novembre, 1953.

36103-47-4-o Les procureurs du pétitionnaire,
GADBOIS & ROY.

Notice is hereby given that Harry Aisenberg, accountant of the city of Montreal, shall present a petition to the Legislature of Quebec, at its next session, introducing a Bill to authorize the Institute of Chartered Accountants of Quebec to issue to the Petitioner, upon payment of the statutory fee of ten dollars (\$10.00), a license to practice in the Province of Quebec as Public Accountant, the said Petitioner thereby, to become subject to the provisions of the Act to Regulate the Practice of Accountancy and Auditing, (Act 10, George VI, Chapter 47, 1946, as amended by Act 11, Georges VI, Chapter 64, 1947), as if such license had been issued pursuant to sub-section 2 of section 11 of the said Act.

At Montreal, this 12th, day of November, 1953.

36103-47-4-o GADBOIS & ROY,
Attorneys for the petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de St-Joseph dans le comté de Richelieu s'adressera à la Législature de Québec aux fins de faire passer une Loi constituant la Corporation de la Paroisse de St-Joseph dans le comté de Richelieu en corporation de ville sous le nom de "Ville de Tracy".

Le Procureur de la requérante,

36121-48-4-o CHARLES PARENT, C.R.

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St-Joseph in the county of Richelieu will apply to the Legislature of Quebec for the purpose of passing an Act incorporating the Corporation of the Parish of St-Joseph in the county of Richelieu into a town corporation under the name of "Town of de Tracy".

CHARLES PARENT, C.C.,
Attorney for the petitioner.

36121-48-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Pierre E. Lachapelle, employé de chemin de fer en retraite, Dame Cécile Isabelle, épouse séparée de biens dudit Pierre E. Lachapelle, J.-Arthur Ménard, commerçant, et Dame Olivette Isabelle, épouse séparée de biens dudit J.-Arthur Ménard, tous de Granby, s'adresseront à la Législature Provinciale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la Succession Émile Isabelle de remettre, au fur et à mesure, après le paiement de la rente viagère à Dame Irène Robert, l'excédant du revenu de ladite succession aux légataires résiduels universels.

Granby, le 18 novembre 1953.

36127-48-4-o PIERRE E. LACHAPELLE,
Dame CÉCILE ISABELLE,
J. ARTHUR MÉNARD,
OLIVETTE ISABELLE.

Le Procureur des pétitionnaires,
ALBERT DUMONTIER.

Notice is hereby given that Pierre E. Lachapelle, retired railroad employee, Dame Cécile Isabelle, wife separate as to property of said Pierre E. Lachapelle, J.-Arthur Ménard, merchant, and Dame Olivette Isabelle, wife separate as to property of said J.-Arthur Ménard, all of Granby, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session for the adoption of an Act authorizing the executors of the Estate of Emile Isabelle to distribute, progressively, after payment of Dame Irène Robert's life annuity, the surplus of revenue of the said Estate, to the remaining residuary legatees.

Granby, November 18, 1953.

36127-48-4 PIERRE E. LACHAPELLE,
Dame CÉCILE ISABELLE,
J. ARTHUR MÉNARD,
OLIVETTE ISABELLE,

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cité de Québec.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour obtenir sur les matières suivantes certaines modifications à sa charte, la loi 19 Geo. V, chap. 95, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent:

Pouvoir d'emprunter les sommes suivantes, subordonnement à l'approbation préalable de la Commission Municipale de Québec:

a) \$25,000.00 pour des améliorations à l'Hôpital Civique;

b) \$65,000.00 pour l'achat d'appareils contre l'incendie;

c) \$500,000.00 par année pendant une période de sept (7) ans pour l'exécution de travaux imputables au compte-capital;

d) \$300,000.00 par année pendant trois (3) ans pour pavages permanents;

e) \$400,000.00 pour continuer et compléter la construction de la conduite d'aqueduc de quarante-deux pouces (42") de diamètre.

Pour fixer les modalités de dits emprunts;

Pour modifier les indemnités du maire et des échevins de la Cité de Québec;

Pour modifier la loi actuelle en cas de vacances parmi les membres du Conseil Municipal;

Pour déterminer la pension payable à certains fonctionnaires suivant leurs années de service;

Pour déterminer les devoirs du Conseil pour l'approbation du budget annuel de la Cité et l'imposition des taxes;

Pour porter à \$80,000.00 la somme que la Cité peut affecter annuellement à l'Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie;

Pour modifier le mode d'assignation des contrevenants aux règlements de la circulation dans la cité de Québec;

Pour autoriser le paiement d'une pension à toute personne qui aura été maire de la Cité pendant quinze (15) années consécutives;

Pour modifier la Loi concernant les Officiers municipaux;

Pour prolonger de cinq (5) ans les pensions aux veuves de certains fonctionnaires;

Pour autoriser la Cité à payer une pension aux employés de son Commissariat de l'Industrie;

Pour modifier les pouvoirs de la Cité se rapportant au privilège qu'elle peut accorder pour faire disparaître les taudis;

Pour autoriser la cession gratuite de certains lots à la Commission des Écoles Catholiques de Québec;

Pour autoriser la vente de gré à gré de certains immeubles;

Et tout autre matière ou chose jugée utile ou pertinente à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 24 novembre, 1953.

Les Procureurs de la Cité de Québec,

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC.

36131-48-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, City of Quebec.

Public notice is hereby given that the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province, at its present session, to obtain, in the following matters, certain amendments to its charter, Act 19 Geo. V, chap. 95, as well as the various general and special statutes amending it or concerned therewith:

The power to borrow the following amounts, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission:

a) \$25,000.00 for improvements to the Civic Hospital;

b) \$65,000.00 for the purchase of fire-fighting apparatus;

c) \$500,000.00 per year for a period of seven (7) years for the carrying out of works chargeable to capital expenditures;

d) \$300,000.00 per year for a period of three (3) years for permanent pavings;

e) \$400,000.00 to carry on and complete the construction work on the forty-two-inch water-pipe (42" in diameter);

To fix methods of said loans;

To modify the indemnities paid to the mayor and aldermen of the City of Quebec;

To amend the present Act in case of a vacancy among the members of the Municipal Council;

To fix a pension which would be payable to certain civil servants in accordance with their years of service;

To define the duties of the Council for the approval of the yearly budget of the City and imposition of taxes;

To increase to \$80,000.00 the amount which the City may set aside yearly for the Municipal Tourist and Industrial Bureau;

To modify the method of summoning infringers of traffic laws in the City of Quebec;

To authorize the payment of a pension to any person remaining in office as mayor of the City, during fifteen (15) consecutive years;

To amend the Act concerning Municipal Officers;

To extend to five years, pensions payable to the widows of certain civil servants;

To authorize the City to pay a pension to the employees of its Industrial Commission;

To modify the powers of the City concerning privilege it has to cause hovels to be made away with.

To authorize the transfer of certain lots to the Quebec Catholic School Commission, free of charge;

To authorize, by mutual agreement, the sale of certain immoveable property;

In all other matters or things deemed necessary or pertinent to the good management of the City.

Québec, November 24, 1953.

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,

Attorneys for the City of Quebec.

36131-48-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, en vue de faire adopter une loi pour ratifier un contrat intervenu le 15 octobre 1949 entre la ville et la Société Centrale d'Hypothèque et de Logement; pour autoriser la ville à emprunter les sommes nécessaires au paiement des améliorations.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Montreal-North will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session for the passing of an Act to ratify a deed, dated October 15 1949, between the Town and the Central Mortgage and Housing Corporation; to authorize the town to borrow the necessary money to pay for the local improvement works.

tions locales exécutées en vertu dudit contrat; pour autoriser la ville à imposer des taxes spéciales sur les immeubles qui bénéficient de ces travaux; pour modifier et clarifier les articles 28E de la charte de la ville et 426 paragraphe 1 de la Loi des Cités et Villes, tel que remplacé pour la Ville par 1-2 Elizabeth II, chapitre 79, et pour d'autres fins.

Ville Montréal-Nord, ce vingt-quatrième jour de novembre, 1953.

Le Procureur de la Ville Montréal-Nord,
36132-48-4-o GASTON POULIOT.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour faire modifier sa charte et obtenir des pouvoirs additionnels, comme suit:

- 1° Annexer une partie de la municipalité de Ste-Victoire;
- 2° Abolir les quartiers pour fins électorales, changer le mode, la date des élections, prolonger à trois ans le terme d'office du maire et des échevins;
- 3° Accorder une indemnité au maire et aux échevins;
- 4° Modifier le mode d'approbation des règlements par les électeurs-propriétaires;
- 5° Réglementer la présence des enfants dans les rues et places publiques;
- 6° Imposer une taxe pour les services de l'aque-duc et d'égouts;
- 7° Octroyer un montant de \$10,000.00 pour fins touristiques, industrielles et commerciales;
- 8° Exempter de taxes les gicleurs automatiques.

Victoriaville, le 19 novembre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Victoriaville,
36122-48-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Vladimir Shiro, commerçant, demeurant au numéro 3455 Côte des Neiges, Montréal, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Vladimir Walter Shiro.

Montréal, 14 novembre 1953,

Le Procureur et agent du requérant,
36126-48-4-o PIERRE DESSAULLES.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, d'adopter une loi amendement la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 118, aux fins de ne pas les soumettre aux ordonnances des règlements municipaux de la Cité de Beauharnois, quand à la taxe d'éducation.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Beauharnois, le 24 novembre 1953.

Le Président,
JOSEPH LAURIN.
Le Secrétaire-Trésorier,
36140-48-4-o MARIE-ALICE DUPUIS.

executed in virtue of said deed; to authorize the town to impose special taxes on the immoveable properties benefiting by such works; to clarify section 28E of the charter of the town and section 426 paragraph 1 of the Cities and Towns Act, as replaced for the town by 1-2 Elizabeth II, chapter 79; and for other purposes.

Town of Montreal-North, November 24th, 1953.

GASTON POULIOT,
Attorney for the Town of Montreal-North.
36132-48-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the course of its present session, in order to have its charter amended and obtain additional powers, as follows:

1. To annex a part of the municipality of Ste-Victoire;
2. To abolish wards for election purposes, to change the proceedings and the date of elections, extend to three years the term of office of the mayor and aldermen;
3. To grant an indemnity to the mayor and aldermen;
4. To modify the approval proceedings of by-laws by proprietor-constituents;
5. To regulate the presence of children in streets and public places;
6. To impose a tax for water and sewage servicing;
7. To grant an amount of \$10,000.00 for touristic, industrial and commercial purposes;
8. To exempt automatic sprinklers from taxation.

Victoriaville, November 19, 1953.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,
36122-48-4 Attorneys for the Town of Victoriaville.

NOTICE

Notice is hereby given that Vladimir Shiro, merchant, of 3455 Côte Des Neige Road, in the City of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act changing his name to Vladimir Walter Shiro.

Montreal, this 14th day of November, 1953.

PIERRE DESSAULLES,
36126-48-4-o Agent for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the act 1-2, Elizabeth II, chapter 118, for the purposes of rendering them not subject to the dispositions of City of Beauharnois' by-laws, with respect to the education tax.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in county of Beauharnois.

JOSEPH LAURIN,
President.
MARIE-ALICE DUPUIS,
36140-48-4-o Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi aux fins suivantes: changer le nom de la Municipalité en celui de Municipalité de la Côte de Liesse; modifier la procédure relative aux travaux d'améliorations locales; permettre la confection d'un règlement de construction et de zonage sans observer les formalités prescrites par le Code municipal; retarder le prélèvement de taxes spéciales imposées pour défrayer le coût de certains travaux; modifier la procédure à suivre concernant les règlements d'emprunts; être autorisé à faire un emprunt temporaire, avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 23 novembre 1953.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
36147-48-4-o HENRI-S. BEAULIEU.

Canada,

Province de Québec, District de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, qu'un bill privé sera présenté à la présente session de l'Assemblée législative de Québec, ou aussitôt que faire se peut, par la Corporation de la ville de Lachute, pour obtenir que certaines clauses restrictives constituant une servitude sur la partie est du lot 914, sur le lot 915, sur la partie ouest du lot 916, sur la partie est du lot 912, sur la partie ouest du lot 917 et la partie du lot 911, en faveur de cette partie du lot 907, tous des plans et livre de renvoi de la paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, et occupées présentement par l'Auditorium de la ville de Lachute, soient retranchées d'un acte de vente consenti par Thomas J. Barron à la corporation de la ville de Lachute le 8 septembre 1924 et enregistré sous le numéro 38269.

Ces clauses constituant servitude empêchent la ville de Lachute de se servir comme bon lui semble du dit Auditorium et en prohibent l'usage comme hôtel de ville et pour l'usage des autres services municipaux.

Les Procureurs de la corporation de
la ville de Lachute,
36146-48-4-o LEGAULT & LEGAULT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de fixer le montant des taxes municipales payables par la compagnie Canadian Petrofina Limited et de fixer l'évaluation des biens de la dite compagnie et pour autres fins.

Montréal, 26 novembre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,
36152-48-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of "La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval", county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain the adoption of an Act for the following purposes: to change the name of the municipality to that of "Municipalité de la Côte de Liesse"; to modify the proceedings concerning the carrying out of local improvement work; the draughting of a by-law for building and zoning, without adhering to the formalities prescribed by the Municipal Code; to defer the levying of special taxes imposed to defray the costs of certain works; to modify the proceedings concerning borrowing regulations; to be authorized to make a temporary loan, with the approval of the Quebec Municipal Commission, and for all other purposes.

Montreal, November 23, 1953.

HENRI-S. BEAULIEU,
36147-48-4 Attorney for Petitioner.

Canada,

Province of Quebec, District de Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by: The Corporation of the town of Lachute that an application will be made at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, or as soon as possible, for an act to delete a servitude affecting the easterly part of lot 914, of lot 915, of the westerly part of lot 916, of the easterly part of lot 912, of the westerly part of lot 917, part of lot 911 in favour of lot 907 all of the official plans and Book of reference of the Parish of St. Jerusalem, county of Argenteuil, district of Terrebonne.

This servitude concerns a land presently occupied by the Auditorium in the town of Lachute and prohibits the use of the present land to serve as a municipal town office and for other public services.

This servitude was established by a deed of sale dated September the 8th 1924 and registered at the registry office in the County of Argenteuil under number 38269 from Thomas J. Barron & Al to the Lachute Town Corporation.

LEGAULT & LEGAULT,
36146-48-4-o Attorneys for the corporation
of the town of Lachute.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, praying for the adoption of an act for the purpose of fixing the amount of municipal taxes payable by Canadian Petrofina Limited and of fixing the valuation of the properties of said company and for other purposes.

Montreal, November 26th, 1953.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
36152-48-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford-Mines s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les autorisant à: annexer le lot 25 du 6e rang du canton de Thetford; permettre le paiement d'une indemnité annuelle au président et aux commissaires; faire emploi du solde d'emprunts contractés; remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolutions par la faculté d'afficher un simple avis; diminuer à quinze jours les délais prévus par l'article 307 de la Loi de l'Instruction Publique; obtenir la faculté de changer un professeur de classe ou d'école durant l'année scolaire.

Thetford-Mines, ce 18 novembre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,
36097-47-4 ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Thetford-Mines will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act authorizing them to: annex lot 25 of the 6th range of the Township of Thetford; allow the payment of an annual indemnity to the President and Commissioners; to reinvest the balance of loans contracted; to replace the obligation to read and post resolutions by means of posting a simple notice; to reduce to fifteen days the delays provided by section 307 of the Education Act; to obtain the right to change a class or school professor during the school term.

Thetford-Mines, November 18, 1953.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
36097-47-4 Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Dorval s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi George VI, chapitre 120, sur les matières suivantes:

Augmenter le nombre des quartiers et des échevins;

Procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction;

Honoraires sur permis de construction;

Réglementer la subdivision des lots;

Droit de passage pour services d'aqueduc;

Réglementer l'entretien des lots vacants;

Définir les terres en culture;

Droit d'émettre des billets d'assignation, pour infraction aux règlements municipaux, relativement à la circulation et à la sécurité publique;

Ratification de vente de lots par la ville; et pour toutes autres fins.

Dorval, le 18 novembre 1953.

L'Aviseur Légal,

HERCULE DÉCARY.

L'Avocat-Conseil,

JACQUES VIAU.

36105-47-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Saint-Eustache s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, des arts, des organisations religieuses, patriotiques et de charité; établissement de centres de loisirs, et organisation des jeux et des sports; changement de la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant auxdites élections; arrondissements de votation; durée du mandat pour le Maire et chacun des échevins; fixation pour le Maire et les échevins d'une rémunération annuelle pour frais de représentation; le mode d'élection du Maire et des échevins; adoption de règlement concernant le zonage; les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur lot distinct sur le plan officiel du cadastre; droit d'émettre des billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; limiter et différer la taxation des terres en culture et de certaines propriétés immobilières appartenant à des industriels, manufacturiers, situées dans les limites de la Ville, et celles

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Dorval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 14, George VI, chapter 120, in the following matters:

Increase the number of wards and aldermen;

Procedure of adoption and amendment of by-laws concerning zoning and construction work;

Fees for building permits;

Regulate the subdivision of lots;

Right-of-way for water works;

Regulate the maintenance of vacant lots;

Define lands under cultivation;

The right to issue summons for infractions to municipal by-laws, regarding traffic and public safety.

Ratification of sale of lots by the Town, and for other purposes.

Dorval, November 18, 1953.

HERCULE DECARY,

Legal Adviser.

JACQUES VIAU,

Counsel.

36105-47-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Saint Eustache will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the adoption of an Act in view of completely revising its charter, retaining special powers and obtaining additional ones, in the following matters: to promote arts and sciences, and religious patriotic and charitable organizations, establish recreation centres and organize games and sports; change the date of elections, as well as that of certain proceedings pertaining to said elections; voting districts, fix duration of term of office of Mayor and each alderman; set a yearly remuneration for Mayor and aldermen to cover official entertainment costs; election proceedings of Mayor and aldermen; adoption of by-law concerning zoning; building permits, the erection of a single building per distinct lot on plan of official cadastre; the right to serve writs in the case of certain infractions to municipal by-laws concerning traffic and public security; limit and defer taxation on lands under cultivation and certain properties belonging to industrialists, manufacturers, situated within the town limits, and those belonging to "Les Chevaliers-Unis de St-Eustache"; proceedings for the execution of permanent works and payment thereof; proceedings concerning the

appartenant aux Chevaliers-Unis de St-Eustache; procédures pour exécution et paiement de travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunts par les électeurs propriétaires, nomination annuelle du ou des derniers vérificateurs; date de la confection de la liste des électeurs et droits de ces derniers à ce sujet; procédures pour émissions de nouvelles obligations en paiement d'obligations échues; réglementer pour ce qui concerne la sécurité publique; établir des règles pour la confection, la correction et l'homologation des rôles d'évaluation et de perception; réglementer le maintien des lots vacants; réglementer pour fins d'expropriation de certains immeubles et tout particulièrement une lisière de terrain formant la partie nord du lot originaire numéro: 149 des plans et livres de renvoi officiels du village de Saint-Eustache; annexer dans ses limites le territoire suivant:

1° Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de St-Eustache et situé au nord ouest des limites actuelles de la ville, lequel comprend une partie des numéros originaux 279, 278, 50 et 48 des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache ainsi que les lots de subdivision 50-43 à 49 incl. 50-62 incl. et la partie nord ouest de la rue Houle N° 50-50 faisant face aux lots de subdivision mentionnés.

2. Un autre territoire faisant actuellement partie du village de St-Eustache sur le Lac et situé au sud ouest des limites actuelles de la ville de St-Eustache. Lequel territoire comprend le numéro original 51 du cadastre de la paroisse de St-Eustache, ainsi que les lots de subdivision 51-5 à 51-85 inclusivement.

Aussi l'ancien chemin de front qui est en face de ce lot et la nouvelle route provinciale N° 8 qui le traverse.

Création d'un fonds de roulement et pour autres fins.

Saint-Eustache, le 24 novembre 1953.

Le Procureur de la Ville de Saint-Eustache,
36177-49-4-o M. J.-ALBERT PAQUIN.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passage d'une loi amendant sa charte 14, George VI, chapitre 159, pour les fins suivantes:

Pour autoriser la compagnie à devenir une compagnie à fonds social, changer son nom en celui de La Zénith Compagnie d'Assurance et lui créer un capital-actions, l'autoriser à distribuer en droit de souscription son fonds de réserve et son surplus accumulé.

Les Procureurs de la requérante,
36178-49-4-o LACOSTE & LACOSTE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de St-Rémi, les commissaires d'écoles du village de St-Rémi et la municipalité de la paroisse de St-Rémi de La Salle s'adresseront à la législature à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder une commutation de taxes municipales et scolaires à la compagnie W. Clark Limited pour une période de dix ans, à compter de l'année 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,
36205-49-4-o BERNARD LEFEBVRE, C.R.

approval of loan by-laws by proprietor-constituents; yearly appointment of/or auditors; date of compilation of the list of electors and rights pertaining thereto; proceedings for a new issue of bonds in payment of those matured; regulations concerning public security; regulations for the compilation revision, homologation of valuation and collection rolls; regulate the tenance of vacant lots; regulate, for expropriation purposes, certain immovable properties, and more particularly a strip of land forming the northern part of original lot number 149, of the official plan and book of reference of the village of Saint-Eustache; annex the following territory within the town limits:

1. An area, presently forming part of the municipality of the parish of Saint Eustache and situated north-west of the existing town limits, which area includes part of original numbers 279, 278, 50 and 48 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Eustache as well as subdivision lots 50-43 to 49 incl. 50-62 incl. and the north-West part of Houle Street No. 50-50 facing subdivision lots mentioned herein.

2. Another area, presently forming part of the village of St-Eustache sur le Lac, and situated South-West of the existing limits of the town of St-Eustache; which territory includes original number 51 of the cadastre of the parish of St-Eustache, as well as subdivision lots 51-5 to 51-85 inclusive.

In addition, the former front road facing this lot and the new provincial highway No. 8, which crosses it.

Creation of a working capital and for other purposes.

Saint-Eustache, November 24, 1953.

J. ALBERT PAQUIN,
36177-49-4 Attorney for Town of Saint-Eustache.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Zénith Mutual Insurance Company, having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its Charter 14, George VI, chapter 159, for the following purposes:

To authorize the Company to become a stock Company, to change its name to Zénith Insurance Company and create a capital stock to the Company, authorize the Company to distribute in subscription rights to actions its reserve funds and its accumulated surplus.

LACOSTE & LACOSTE,
36178-49-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the town of St-Rémi, the school commissioners of the village of St-Rémi and the parish municipality of St-Rémi de LaSalle will apply to the Legislature, at its present Session, praying for the adoption of an Act authorizing them to grant a commutation of municipal and school taxes to the "W. Clark Limited" for a period of ten years as from 1954.

BERNARD LEFEBVRE, Q.C.,
36205-49-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS

Requête à la Législature de Québec

Avis public est par les présentes donné que Le Synode du diocèse de Montréal, une corporation dûment incorporée par la loi de la Législature de Québec 31 Victoria, chapitre 38, The Church Home, une corporation dûment incorporée par la loi de la Législature de Québec 39 Victoria, chapitre 70, le Montreal Diocesan Theological College, une corporation dûment incorporée par la loi de la Législature de Québec 42-43 Victoria, chapitre 72, et The Andrews Home, une corporation dûment incorporée par la loi de la Législature de Québec 58 Victoria, chapitre 88, tous ayant leurs bureaux-chefs dans la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi amendant leurs chartes afin de clarifier leurs pouvoirs quant au placement de deniers.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre, 1953.

Les Avocats des requérants,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
36238-50-4-o KER & CATE.

NOTICE

Application to Quebec Legislature

Public notice is hereby given that The Synod of the Diocese of Montreal, a corporation incorporated by act of the Quebec Legislature 31 Victoria, chapter 38, The Church Home, a corporation incorporated by act of the Quebec Legislature 39 Victoria, chapter 70, the Montreal Diocesan Theological College, a corporation incorporated by act of The Quebec Legislature 42-43 Victoria, chapter 72, and The Andrews Home, a corporation incorporated by act of the Quebec Legislature 58 Victoria, chapter 88, all having their head offices in the city of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act amending their charters so as to clarify their powers of investment.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1953.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
36238-50-4-o KER & CATE,
Attorneys for petitioners.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 343554. Dame Bella Demontigny, demanderesse, vs Noel Bertrand, défendeur.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION
DE BIENS

Dame Bella Demontigny, ménagère, des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 4 décembre 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
36226 COHEN & LEITHMAN.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 342764. Réjeanne Gorry, ménagère, épouse commune en biens de Jules Poirier commerçant des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Jules Poirier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 novembre 1953.

Montréal, 9 décembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
36246-o MAURICE S. HEBERT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 343830. Béatrice Jeanson, épouse commune en biens de Antonio Gagné, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Antonio Gagné, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise ce jour contre le défendeur.

Montréal, le 4 décembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
36247-o LORENZO CAMIRAND.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, N° 21,219. Dame Marie Anne Filion, épouse commune en biens de René Gagnon, présentement domicilié dans les cité et

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 343554. Dame Bella Demontigny, plaintiff, vs Noel Bertrand, defendant.

NOTICE OF ACTION OF SEPARATION
AS TO PROPERTY

Dame Bella Demontigny, housewife, of the City and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, December 4th, 1953.

36226-o COHEN & LEITHMAN,
Attorneys for Plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 342764. Rejeanne Gorry, housewife, wife common as to property of Jules Poirier, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Jules Poirier, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on November 26, 1953.

Montreal, December 9, 1953.

36246 MAURICE S. HEBERT,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 343830. Béatrice Jeanson, wife common as to property of Antonio Gagné, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Antonio Gagné, of same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

Montreal, December 4, 1953.

36247 LORENZO CAMIRAND,
Attorney for Plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 21,219. Dame Marie Anne Filion, wife common as to property of René Gagnon, presently residing in the city and

district de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice aux fins des présentes; demanderesse, vs René Gagnon, de Pont Viau, district de Montréal, défendeur.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION
DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuf décembre mil neuf cent cinquante-deux.

St-Jérôme, le 1er décembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
36232-o LUCIEN THINEL.

district of Montreal, legally authorized to take action for the purposes mentioned herein; plaintiff, vs René Gagnon, of Pont Viau, district of Montreal, defendant.

NOTICE OF ACTION IN SEPARATION AS TO
PROPERTY

An action in separation as to property has been instituted in this case, the nineteenth day of December, one thousand nine hundred and fifty-two.

St. Jérôme, December 1st, 1953.

36232 LUCIEN THINEL,
Attorney for Plaintiff.

Avis divers

FORBES BROTHERS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que le règlement N° 2 a été décrété par les directeurs et confirmé par les actionnaires de "Forbes Brothers Limited", le 4 novembre 1953, autorisant la compagnie à disposer de ses biens, distribuer son actif, au pro rata entre ses actionnaires, et subscéquemment, à demander l'abandon de sa charte, en vertu des articles 26 et 90 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20 novembre 1953.

Le Secrétaire,
W. T. FORBES.
Le Procureur de la compagnie,
Royal E.C. Werry, C.R.,
Édifice des Tramways,
Montréal 1, Québec. 36217

Miscellaneous Notices

FORBES BROTHERS LIMITED

Notice is hereby given that the By-law No. 2 was enacted by the directors and confirmed by the shareholders of "Forbes Brothers Limited" on November 4th, 1953 authorizing the company to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to apply for the surrender of its Charter under Sections 26 and 90 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, November 20th, 1953.

W. T. FORBES,
Secretary.
Royal E.C. Werry, Q.C.,
Attorney for Company,
Tramways Building,
Montreal 1, Que. 36217-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Omer de L'Islet", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt et un novembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Omer, dans le comté de L'Islet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36218-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C. de St-Omer de L'Islet" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November twenty-first 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Omer, in the county of L'Islet.

JEAN BRUCHÉSI,
36218 Under Secretary of the Province.

Province de Québec — district de Chicoutimi

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les Obligations suivantes émises en vertu du règlement No. 53 de La Corporation du Canton Chicoutimi, ont été tirées au sort:

Série C, dénomination de \$100.00, C4, C8, C32, C97, C115 et C205.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er janvier 1954, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
36227-o PH. HARVEY.

Province of Quebec — District of Chicoutimi

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 53, of La Corporation du Canton Chicoutimi have been drawn by lots:

Series C, denomination of \$100.00, C4, C8, C32, C87, C115 and C205.

The said bonds shall be redeemable on this 1st of January 1954 from which date they shall cease to bear interest.

PH. HARVEY,
36227-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu un extrait des procès-verbaux de l'assemblée générale des sociétaires de "La Caisse Populaire du Très Saint-Nom de Jésus de Maisonneuve", tenue à Montréal, le 22 juin 1953, et ajournée au 14 juillet 1953, au cours de laquelle le nom de ladite société a été changé en celui de "La Caisse Populaire de Maisonneuve" et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre décembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
36233-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Shell Refinery Employees Credit Union", en date du 26 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 novembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36241-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The St. Ignatius Loyola Credit Union", en date du 25 novembre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 décembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36242-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "The Westons Employees Credit Union", en date du 9 novembre 1953, dont le siège social est situé à Ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 1er décembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36243-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation St-Étienne La Malbaie", en date du 10 novembre 1953, dont le siège social est situé à La Malbaie, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 novembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36248-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received an extract of the Minutes of the General Meeting of the Associates of "La Caisse Populaire du Très Saint-Nom de Jésus de Maisonneuve", held at Montreal, on June 22, 1953, and adjourned to July 14, 1953, during the course of which the name of the said association has been changed into that of "La Caisse Populaire de Maisonneuve", and that this document was filed with the archives of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary on December fourth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Shell Refinery Employees Credit Union" under date the twenty-sixth day of October 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this November 26th, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The St. Ignatius Loyola Credit Union", under date the twenty-fifth day of November 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of December 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Westons Employees Credit Union" under date the ninth day of November 1953, whereof the head office is in the Town of Jacques-Cartier, County of Chambly and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of December 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation St-Étienne La Malbaie" under date November 10, 1953, whereof the head office is at La Malbaie, county of Charlevoix and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 18, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 14459-53)

VALOIS YOUTH RECREATION ASSOCIATION

Extrait des règlements généraux de la compagnie ci-haut nommée, tels qu'approuvés par ses membres le 2 novembre 1953, concernant une augmentation du nombre de ses directeurs de dix (10) à quatorze (14):

"III. Directeurs: (a) Nombre des directeurs: Les affaires de la Corporation seront administrées par un bureau de quatorze (14) directeurs qui seront en fonction pour une durée de deux (2) ans ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus, et sept (7) seront élus à l'assemblée générale annuelle de la corporation chaque année, parmi les membres de la corporation."

Certifié vraie copie.

Le Président,
LUCIEN LEBLANC.
Le Secrétaire,
R. SIMPSON.

36255

(A.G. 14459-53)

VALOIS YOUTH RECREATIONAL ASSOCIATION

Extract of the General By-laws of the above-named Association, as approved by the members thereof on November 2nd, 1953, concerning an increase in the number of its directors from ten (10) to fourteen (14):

"III. Directors: a) Number of Directors: The affairs of the Corporation shall be managed by a Board of Fourteen (14) Directors who shall hold office for two (2) years or until their successors are elected, and seven (7) shall be elected at the Annual General Meeting of the Corporation in each year from among the members of the Corporation."

Certified true copy.

LUCIEN LEBLANC,
President.
R. SIMPSON,
Secretary.

36255-o

Chartes — Abandon de

AVIS

J. B. DUSSAULT & FILS LTÉE

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "J. B. Dussault & Fils Ltée", s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, le 23 novembre 1953.

Le Secrétaire,
ALFRED DUSSAULT.

36219-o

GRACELINE FROCKS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Graceline Frocks Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1953.

Le Secrétaire,
SARAH MILLER.

36220

SAPERA BROS. LIMITED.

Avis est, par les présentes, donné que la corporation "Sapera Bros. Limited", constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1953.

Le Secrétaire,
SARAH MILLER.

36221

Avis est par les présentes donné que "Monlac Construction Limitée", ayant son siège social à Lachute, P.Q. s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permis-

Charters — Surrender of

NOTICE

J. B. DUSSAULT & FILS LTÉE

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the corporation "J. B. Dussault & Fils Ltée" will apply to the Attorney-General of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Trois-Rivières, November 23, 1953.

ALFRED DUSSAULT,
Secretary.

36219-o

GRACELINE FROCKS INC.

Notice is hereby given that "Graceline Frocks Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1953.

SARAH MILLER,
Secretary.

36220-o

SAPERA BROS. LIMITED.

Notice is hereby given that "Sapera Bros. Limited," incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the province of Quebec, for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1953.

SARAH MILLER,
Secretary.

36221-o

Notice is hereby given that "Monlac Construction Limitée", having its head office in the city of Lachute, P.Q. will apply to the Attorney General of the Province of Quebec to obtain leave to

sion d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

MONLAC CONSTRUCTION LIMITÉE,
Le Président,
JULIEN LACOSTE.

36237-o

surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

MONLAC CONSTRUCTION LIMITÉE,
JULIEN LACOSTE,
President.

36237-o

TWENTY-ONE MAPLEWOOD AVENUE INC.

Avis est par les présentes donné que "Twenty-one Maplewood Avenue Inc.", une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur-Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour de décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ALFRED-P. WAECHTER.

36244-o

TWENTY-ONE MAPLEWOOD AVENUE INC.

Notice is hereby given that "Twenty-one Maplewood Avenue Inc.", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 4th day of December, 1953.

ALFRED P. WAECHTER,
Secretary-Treasurer.

36244-o

Compagnie autorisée à faire
des affaires

(Sec. P. 3414-53)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pfizer Corporation" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Son agent principal dans la Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Claude S. Richardson, C.R., de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province de Québec sera établi à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 10e jour de décembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

36215

Company Licensed to do
Business

(Sec. P. 3414-53)

Notice is hereby given that the company "Pfizer Corporation" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it is Mr. Claude S. Richardson, Q.C., of the city of Montreal.

The principal office of the Company in the Province of Quebec is to be established at the Town of Mount Royal, in the Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of December, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

36215-o

Compagnie dissoute

AVIS DE DISSOLUTION

(Loi des relations ouvrières)

Avis est donné qu'en vertu d'une décision rendue par la Commission de relations ouvrières de la province de Québec, à sa séance régulière tenue à Montréal, le dix-septième jour de novembre 1953, dont une copie certifiée a dûment été transmise au soussigné, la dissolution, à toutes fins que de droit, du syndicat professionnel "L'Association des Commis des Cantons de l'Est" a été ordonnée, et ce, conformément aux dispositions de l'article 50 de la Loi des relations ouvrières, S.R.Q. 1941, chapitre 162A, telle que modifiée.

Québec, le neuf décembre 1953.

Le Secrétaire de la province,
OMER COTÉ.

36215-o

Company Dissolved

NOTICE OF DISSOLUTION

(Labour Relations Act)

Notice is hereby given that by virtue of a decision, rendered by the Labour Relations Commission of the Province of Quebec, at its regular meeting held in Montreal, on the seventeenth day of November, 1953, of which a certified copy has been duly transmitted to the undersigned, the dissolution, for all purposes concerned therewith, of the professional syndicate "L'Association des Commis des Cantons de l'Est" has been ordained and such, pursuant to the provisions of section 50 of the Labour Relations Act, R.S.Q., 1941, chapter 162A, as amended.

Quebec, December ninth, 1953.

OMER COTÉ,
Secretary of the Province.

36215

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1511-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Aubert, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, en celui de "Bassin" même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

36194-49-2-o

O. J. DESAULNIERS.

No. 1511-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to change the name of the school municipality of Aubert, in the county of the Magdalen Islands, to that of "Bassin", same county.

O. J. DESAULNIERS,

36194-49-2

Superintendent of Education.

N° 1403-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, le lot N° 124, du cadastre officiel du canton de Hunterstown, même comté, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Elie-de-Caxton, dans le comté de Saint-Maurice.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

36196-49-2-o

O. J. DESAULNIERS.

No. 1403-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Hunterstown, in the county of Maskinongé, lot No. 124, of the official cadastre of the township of Hunterstown, same county, in order to annex it to the school municipality of St-Elie-de-Caxton, in the county of Saint Maurice.

O. J. DESAULNIERS,

36196-49-2

Superintendent of Education.

No. 1439-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Nord, dans le comté de Shefford, les lots 98 et 99 du cadastre officiel d'Ely pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Théophile-d'Ely, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

36197-49-2-o

O. J. DESAULNIERS.

No. 1439-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ely-Nord, in the county of Shefford, lots 98 and 99 of the official cadastre of Ely in order to annex them to the school municipality of St-Théophile-d'Ely, same county.

O. J. DESAULNIERS,

36197-49-2

Superintendent of Education.

N° 538-50.

Québec, le 1er décembre, 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Canrobert, même comté, savoir:

Ce territoire comprend, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, les lots, rues, ruelles, cours d'eau, emprises de chemins de fer ou parties d'iceux renfermées dans les limites ci-dessous décrites, savoir:

Partant du coin nord-ouest, du lot numéro 242, du rang Casimir, côté nord; de là passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne nord-est dudit rang, dans une direction sud-est jusqu'au coin nord-est du lot 263; de là dans une direction sud-est en suivant les limites est dudit lot 263 jusqu'à son coin sud-est; de là dans une direction sud-est en suivant la ligne nord-est des lots 864, 266, 267 et 268 jusqu'au coin est dudit lot 268; de là dans une direction nord en suivant la ligne ouest du lot 269 jusqu'à son coin nord-ouest; de là dans une direction sud-est, en suivant la ligne nord du rang Casimir, côté nord jusqu'au coin nord-est du lot 281; de là dans une direction sud le long de la ligne est du lot 281 jusqu'à son coin sud-est; de là vers le sud-est en suivant la ligne sud du lot 282 jusqu'à son coin sud-est; de là vers le sud en suivant la ligne séparative des lots 350 et 349 jusqu'au chemin de front du rang Saint-Charles; de là vers le nord-ouest en suivant ledit chemin de front du rang Saint-Charles jusqu'au coin sud-ouest du lot 388; de là vers le nord en suivant la ligne ouest des lots 388 et 242 jusqu'au point de départ, soit le coin nord-ouest du lot 242.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

36195-49-2-o

O. J. DESAULNIERS.

No. 538-50.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of l'Ange-Gardien, in the county of Rouville, the territory hereinunder described in order to annex it to the school municipality of Canrobert, same county, to wit:

This territory comprises, with reference to the official cadastre of the parish of l'Ange-Gardien, in the county of Rouville, the lots, streets, lanes, water-courses, railroad right-of-ways or parts thereof included within the limits described hereinunder, to wit:

Commencing at the North-West corner of lot number 242, Range Casimir, North side; thence passing along the following lines and demarcations, successively; the North-East line of said range, in a southeasterly direction as far as the North-East corner of lot 263; thence in a southeasterly direction following the eastern limits of said lot 263 as far as its Southeast corner; thence in a Southeasterly direction following the North-East line of lots 864, 266, 267 and 268 as far as the eastern corner of said lot 268; thence in a Northerly direction following the West line of lot 269 as far as its North-West corner; thence in a Southeasterly direction following the Northern line of Range Casimir, on the North side as far as the Northeast corner of lot 281; thence in a Southern direction along the East line of lot 281 as far as its Southeastern corner; thence Southeastwards following the South line of lot 282 as far as its Southeast corner; thence Southwards following the dividing line of lots 350 and 349 as far as the front road of Range Saint-Charles; thence NorthWestwards following said front road of Range Saint-Charles as far as the Southwest corner of lot 388; thence Northwards, following the West line of lots 388 and 242 as far as the starting point, that is, the Northwest corner of lot 242.

O. J. DESAULNIERS,

36195-49-2

Superintendent of Education.

N° 904-48.

Québec, le 2 décembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique d'Eaton, dans le comté de Compton, les lots 7-C du rang IX (9) et 1 à 8 des rangs X et IX (10 et 11) du canton Eaton et de les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Saint-Camille-de-Cookshire, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
36229-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 904-48.

Quebec, December 2nd, 1953.

Application is made to detach from the Catholic School Commission of Eaton, in the county of Compton, lots 7-c of Range IX (9) and 1 to 8 of Ranges X and XI (10 and 11) of Eaton Township and to annex them, for the Catholic taxpayers only, to the school municipality of Saint-Camille-de-Cookshire, same county.

O. J. DESAULNIERS,
36229-50-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Aldfield division d'enregistrement de Pontiac.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 3 et 4 du Rang VII est annulée, les lots 1 à 43 du rang Sinclair sont corrigés et les lots 44 à 49 du rang Sinclair sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

36216-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire (ville de Pointe-Claire) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 55-115, 55-116 et 55-117 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 novembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

36216-o

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de Ste-Geneviève (village de Ste-Geneviève de Pierrefonds) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 152 est ajouté en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts de la Province de Québec 1941.

Québec, le 24 novembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34216-o

Liquidation, avis de:

Avis est donné qu'une résolution a été dûment adoptée par les sociétaires, le 14 novembre 1953, et par les directeurs, le 20 novembre 1953, à l'effet de procéder à la liquidation volontaire de la "Coopérative Electricité St-Jean St-Germain", conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Joseph Deblois de Wickham Ouest a été nommé liquidateur de ladite société.

St-Germain de Grantham, le 4 décembre 1953
Le Liquidateur,
JOSEPH DEBLOIS,

36228-o

NOTICE

Official Cadastre of township of Aldfield, registration division of Pontiac.

Notice is hereby given that a part of lots 3 and 4, range VII are cancelled, lots 1 to 43, range Sinclair are corrected and lots 44 to 49, range Sinclair have been added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November 3, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

36216-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Pointe-Claire (town of Pointe-Claire) Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 55-115, 55-116 and 55-117 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November 30, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

36216-o

NOTICE

Official Cadastre of the incorporated village of Ste-Geneviève (village of Ste-Geneviève de Pierrefonds) Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 152 has been added in virtue of Article 7. chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

Quebec, November 24, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

36216-o

Winding up Notice:

Notice is given that a resolution was duly adopted by the members, on the 14th of November, 1953, and by the directors, on the 20th of November, 1953, for the purpose of proceeding with the voluntary liquidation of the "Cooperative Electricité St. Jean St. Germain", pursuant to the provisions of the Winding up Act, and that Mr. Joseph Deblois of Wickham West, county of Drummond was appointed liquidator of the said association.

St-Germain de Grantham, December 4, 1953.
JOSEPH DEBLOIS,
Liquidator.

36228-o

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Beauharnois,
Cour Supérieure, N° 989 Atlas Bedding Ltd.,
demanderesse, vs Dame Jessie J. Flewelling, de
Orms-town, défenderesse, & the J. F. Hartz Co.
Ltd., Opposante.

AVIS

En vertu d'un jugement de cette Cour rendu
le 24 novembre 1953, le soussigné a été nommé
Séquestre en cette cause, pour procéder à l'appel
des créanciers de la défenderesse susdite, et à
la distribution des argents déposés à la suite de
ventes de biens meubles de la défenderesse en
déconfiture, parmi les créanciers qui auront ainsi
déposé leur réclamation.

En conséquence, avis est donné à tous les
créanciers de la dite défenderesse en déconfiture,
d'avoir à produire leurs réclamations dûment
asseymentées suivant la loi, entre mes mains
d'hui au 19 décembre 1953, accompagnées des
pièces justificatives.

Valleyfield, le 1er décembre 1953.

J. R. LAPOINTE,

Palais de Justice,

Valleyfield, P.Q.

36179-49-2-o

Rule of Court

Province of Quebec, District of Beauharnois,
Superior Court, No. 989 Atlas Bedding Ltd.
plaintiff vs Dame Jessie J. Flewelling, of Orms-
town, defendant, & The J. F. Hartz Co. Ltd.,
Opposant.

NOTICE

By judgment of this Court dated the 24th
day of November 1953, the undersigned has been
appointed Sequestre to proceed with the calling
of the creditors of the above defendant, and
with the distribution of the monies deposited
after the sales of the moveable effects of the said
defendant in insolvency, amongst the creditors
having filed their claims.

Consequently, notice is hereby given to all
the creditors of the said defendant in insolvency,
to file their claims into my hands, duly sworn
and accompanied with the vouchers, from to-day
up to the 19th day of December 1953.

Valleyfield, December 1st, 1953.

J. R. LAPOINTE,

Court-House,

Valleyfield, P.Q.

36179-49-2-o

Sièges sociaux

AVIS DU CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU
PRINCIPAL DE "TEVECO LTÉE"

Avis est donné que la compagnie "Teveco
Ltée", constituée en corporation en vertu de la
première partie de la Loi des Compagnies de
Québec en date du 10 octobre 1952 et ayant son
bureau principal dans la cité de Montréal, a
transporté son bureau au numéro 6200 rue Châteaubriand
à Montréal où déjà elle avait son
bureau situé jusqu'à ce jour au numéro 5289 du
boulevard Décarie.

À compter de la date du présent avis, ledit
bureau situé à 6200 rue Châteaubriand, Mont-
réal, P.Q. est considéré par la compagnie comme étant
son bureau principal.

Donné à Montréal, ce quatrième jour de no-
vembre mil neuf cent cinquante-trois.

(Sceau)

La Secrétaire,

36234-o

JULIETTE TREMPÉ.

THE MANIWAKI KID URANIUM MINING
CORPORATION
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compa-
gnie "The Maniwaki Kid Uranium Mining
Corporation" (Libre de responsabilité person-
nelle), constituée en corporation par lettres
patentes en vertu de la Loi des compagnies
minières de Québec, le 24 octobre 1953, a établi
son siège social à chambre 912, 637 ouest, rue
Craig, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau
sera considéré par la compagnie comme étant
son siège social.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre 1953.

Le Président,

36236

JOHN R. FOX.

Head Offices

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE LOCATION
OF "TEVECO LTÉE"

Notice is given that the company "Teveco
Ltée", constituted as a corporation under Part
I of the Quebec Companies Act, dated October
10, 1952 and having its head office in the city of
Montreal, has transferred its office to number 6200
Châteaubriand Street, Montreal, where its office
was situated up to to-day, at number 3289 Bou-
levard Décarie.

From and after the date of this notice the said
office, situated at 6200 Châteaubriand Street,
Montreal, P.Q., shall be considered as being the
head office of the company.

Given at Montréal, this fourth day of Novem-
ber, one thousand nine hundred and fifty-three.

(Sceau)

JULIETTE TREMPÉ,

36234

Secretary.

THE MANIWAKI KID URANIUM MINING
CORPORATION
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "The Maniwaki
Kid Uranium Mining Corporation" (No Personal
Liability), incorporated by Letters patent under
the Quebec Mining Companies' Act on October
24th, 1953, has established its Head Office at
Room 912, 637 Craig Street West, Montreal,
Quebec.

From and after the date of this notice, the
said office shall be considered by the Company
as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th of December, 1953.

JOHN R. FOX,

36236-o

President.

QUEBEC BOND & SHARE CORPORATION

QUEBEC BOND & SHARE CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Bond & Share Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 24 octobre 1953, a établi son siège social à suite 490, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre 1953.

36235

Le Président,
GEORGES HUTCHISON.

Notice is hereby given that "Quebec Bond & Share Corporation", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on October 24th, 1953, has established its Head Office at Suite 490, 265 Craig Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1953.

36235-o

GEORGES HUTCHISON,
President.

AVIS OFFICIEL

OFFICIAL NOTICE

Le "Conseil Arvida, N° 2846 des Chevaliers de Colomb", de Arvida, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

The "Council Arvida, No. 2846 of the Knights of Columbus", of Arvida, hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

36222-o

Le Grand Chevalier,
A. COURVILLE.
Le Secrétaire Archiviste,
ROLLAND LEMELIN.

36222

A. COURVILLE,
Grand Knight.
ROLLAND LEMELIN,
Secretary-Recording.

AVIS OFFICIEL

PUBLIC NOTICE

Le "Conseil Québec—N° 446 des Chevaliers de Colomb", de Québec, 38, Chemin Ste-Foye, Québec, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

The "Council Quebec—No. 446 of Knights of Columbus", of Quebec, 38 St. Foye Road, Quebec, hereby gives notice that its corporate seat is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

36223-o

Le Grand Chevalier,
PAUL ROY.
Le Secrétaire Archiviste,
ROBERT LEVESQUE.

36223

PAUL ROY,
Grand Knight.
ROBERT LEVESQUE,
Recording-Secretary.

AVIS OFFICIEL

OFFICIAL NOTICE

Le "Conseil St-Camille, N° 3139 des Chevaliers de Colomb de Cookshire donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

The "Council, of St-Camille, No. 3139 of Knights of Columbus", of Cookshire, hereby gives notice that its head office is located at the abovementioned address, and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

36224-o

Le Grand Chevalier,
ALDÉ R. ASSELIN,
Le Secrétaire-Archiviste,
WILFRID COATES,

36224

ALDÉ R. ASSELIN,
Grand Knight,
WILFRID COATES,
Recording-Secretary.

LA CIE DE PLACEMENTS CAVALIER INC.

LA CIE DE PLACEMENTS CAVALIER INC.

AVIS

NOTICE

Avis est donné par les présentes que "La Cie de Placements Cavalier Inc.", corps politique légalement constitué suivant la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 22 avril 1953 et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 132, de la rue St-Jacques, ouest, chambre 902, à Montréal.

Ce bureau depuis la date de cet avis, est et sera considéré par la Compagnie comme étant

Notice is hereby given that "La Cie de Placements Cavalier Inc." a body politic legally constituted under the first part of Quebec Companies Act on the twenty-second of April 1953, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its principal place of business at civic number 132, St. James Street, West, room 902, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is and shall be considered by the

la principale place d'affaires de la Compagnie.

Donné à Montréal, ce 25 novembre 1953.

36245-o Le Secrétaire-trésorier,
GUY CHABOT, C.A.,

Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1953.

36245-o GUY CHABOT, C.A.,
Secretary-Treasurer.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Commercial Leaseholds (Quebec) Limited", constituée en corporation, par lettres patentes émises par le Secrétaire de la province de Québec, le 30e jour d'octobre 1953, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, a établi son bureau à chambre 601, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 10e jour de novembre 1953.

36225 Le Président,
GORDON E. PILKEY.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Commercial Leaseholds (Quebec) Limited", incorporated by Letters Patent issued by the Provincial Secretary of Quebec on the 30th day of October, 1953, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at Room 601, 360 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as its head office.

Dated at Montreal, P. Q., this 10th day of November, 1953.

36225-o GORDON E. PILKEY,
President.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), le MARDI, VINGT-NEUF DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante trois (29 décembre 1953), à l'hôtel de ville, Lennoxville, Québec, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF LENNOXVILLE

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, Town of Lennoxville, on TUESDAY, DECEMBER TWENTY-NINTH, nineteen hundred and fifty-three (December 29th, 1953), at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Noms de propriétaires	Numéros de cadastre	Taxes totales et intérêts
Names of proprietors	Cadastral numbers	Total taxes and interest
Aubin, Alfred.....	P. 399.....	\$ 24.70
Chailier, Mme-Mrs. Marie-Louise.....	P. 316.....	14.50
Harmer, Mme-Mrs. Aleta.....	P. 183.....	151.90
Hoy, Henry.....	332/51.....	62.60
	332/50.....	1.45
	356/178A, 181.....	107.72
Hunting, Ashley.....	356/30.....	49.95
Hunting, Gordon & Ashley.....	356/29.....	13.30
McLean, Malcolm K. & Bertha.....	P. 342.....	104.70
	P. 336.....	19.56
McLean, Murdo Hugh.....	P. 331.....	167.90
Neeley, Mme-Mrs. Ada.....	P. 179.....	65.65
Parkin, Mme-Mrs. Ferne.....	P. 222.....	20.22
Patrick, Douglas.....	347 Bât. seulement-Building only.....	33.90
Picken, Calvin.....	P. 183.....	93.10
Povey, James T. & George.....	299/95, 96 & P. 299 non subdivisé-unsubdivided.....	146.40
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	P. 369.....	308.00
Sarrasin, Philippe.....	P. 331.....	74.95
Woodard, Lindsey A.....	305.....	146.40

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi du village (maintenant ville) de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Village (now Town) of Lennoxville and are situated in the town of Lennoxville.

Terms: Cash or accepted cheque.

Donné en la ville de Lennoxville, le premier décembre, 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
W. R. BAKER.

36204-49-2-o

Given at Lennoxville, this first day of December, 1953.

W. R. BAKER,
Secretary-Treasurer.

36204-49-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { H. DESPRÉS, un corps
N° 4962. { politique et incorporé
{ avec siège social et place
d'affaires à Sutton, district de Bedford; vs LES
HÉRITIERS DE DOUGLAS McKELVEY,
de son vivant cultivateur, dans le canton de
Dunham, district de Bedford.

Comme appartenant au défendeur;
Les lots N° 184, 188, et 189 du cadastre officiel
du canton de Dunham avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique
de Saint-André de Sutton, comté de Brome,
MERCREDI le TREIZE JANVIER 1954, à
DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, ce 7 décembre 1953. 36239-50-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District de Bedford

Superior Court, { H. DESPRÉS, body politic
No. 4962 { and corporate, with head
{ office and place of business at
Sutton, district of Bedford. vs THE HEIRS OF
DOUGLAS McKELVEY, in his lifetime, farmer,
in the township of Dunham, district of Bedford.

As belonging to the defendant;
Lots No. 184, 188 and 189 of the official cadas-
tre of the township of Dunham, with buildings
thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of
St. André of Sutton, county of Brome, WED-
NESDAY, the THIRTEENTH day of JANUA-
RY, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, December 7, 1953. 36239-50-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir: { NATIONAL BUSINESS
N° 281761. { PUBLICATIONS
{ LIMITED, demanderesse,
vs CLÉMENT MORESEN, défendeur.

La partie nord-est du lot de subdivision numé-
ro 43 du lot originaire, numéro 215 aux plans et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Mont-
réal, ladite propriété mesurant 35 pieds de lar-
geur par 135 pieds de profondeur sur son côté
nord-est et 132 pieds et 2/10 de profondeur sur
son côté nord-ouest, mesure anglaise et plus ou
moins, bornée au nord-est par le lot de subdivi-
sion numéro 44 dudit lot originaire, au côté sud-
est par l'avenue Western, au côté sud-ouest par
le résidu de ladite subdivision 43 dudit lot origi-
naire, au nord-ouest par le lot de resubdivision
N° 1 du lot de subdivision 42 dudit lot originaire.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUINZIÈME jour du JANVIER
1954, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 décembre 1953. 26250-50-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { NATIONAL BUSINESS
No. 281761. { PUBLICATIONS
{ LIMITED, Plaintiff, vs
CLÉMENT MORESEN, Défendeur.

The north east part of subdivision lot number
43 of original lot number 215 on the Official Plan
and Book of Reference of the Parish of Mont-
real, measuring said property 35 feet in width by
135 feet in depth on its north east side and 132
and 2/10 of a foot in depth on its north west side,
English measure and more or less, bounded to
the north east by subdivision lot number 44 of
said original lot, to the south eastern side by
Western Avenue, to the south west side by the
residue of said subdivision 43 of said original lot,
to the north west by resubdivision lot 1 of subdivi-
sion lot 42 of said original lot.

To be sold, at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH of JANUARY 1954, at
TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 9th. 1953. 36250-50-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { HENRI SAMSON, de-
N° 314654. { mandeur vs JOSEPH
{ ALOYSIUS LAVIGUEUR,
défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'Avenue
Birnam, en la cité de Montréal, mesurant cin-
quante pieds de largeur sur soixante dix pieds
de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,
et composé de lots numéros trois cent quatre-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { HENRI SAMSON, plain-
No. 314654. { tiff, vs JOSEPH
{ ALOYSIUS LAVIGUEUR,
défendeur.

"An emplacement fronting on Birnam Avenue,
in the city of Montreal, measuring fifty feet in
width by seventy feet in depth, English measure
and more or less, and composed of lots numbers
three hundred and eighty-four and three hundred

vingt-quatre et trois cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent trente-trois (633-384 et 385) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité, de Montréal, le QUINZE JANVIER 1954, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 décembre 1953. 36251-50-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { LUDGER AUDETTE, de-
N° 284922. { mandeur vs NOR-
BERT WEININGER, dé-
fendeur.

"Un emplacement ayant front sur le chemin du Bord de l'Eau, Laprairie, connu et désigné comme étant la subdivision onze (11) du lot originaire 549 du cadastre de la paroisse de Laprairie, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le QUINZE JANVIER 1954, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 décembre 1953. 36249-50-2-o

RIMOUSKI

Province de Québec — District de Rimouski
Cour Supérieure, { CYPRIEN BÉLANGER
N° 14967. { LIMITÉE, corps politi-
que incorporé suivant la loi
ayant son principal bureau d'affaires au village d'Amqui, district de Rimouski, demandeur, vs JOSEPH LAUZIER, GILLES LAUZIER, GERMAIN LAUZIER et JULES LAUZIER, autrefois de St-Léon le Grand, aujourd'hui d'Amos Abitibi, défendeurs.

Un terrain, situé en la paroisse de St-Léon le Grand, contenant cinquante six pieds de front au chemin, soixante douze pieds de largeur à l'arrière sur soixante dix pieds de profondeur, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le Numéro vingt-sept 9 (Pt 27-9) du cadastre officiel du rang un du canton Pineault, avec bâtisses, borné au Sud au chemin, à l'ouest au terrain de Alphonse Levesque, au Nord et à l'est au terrain de Lepnard Imbeault.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Léon le Grand le VINGT ET UN DÉCEMBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHAS GARON.
Rimouski, le 16 novembre 1953. 36080-47-2-o

Province de Québec — District de Rimouski
Cour Supérieure, { LA PLOMBERIE DE RI-
N° 14763. { MOUSKI, corps politique
incorporé ayant son bureau
d'affaires à Rimouski, demandeur, vs MARC-ANDRÉ SANTERRE, entrepreneur, Rimouski, défendeur.

Le lot numéro trente-six de la subdivision officielle du lot numéro huit au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, 8-36, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif au Palais de Justice à Rimouski, le VINGT-TROIS DÉCEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHAS GARON.
Rimouski, le 16 novembre 1953. 36081-47-2-o

and eighty-five from the official subdivision of the original lot number six hundred and thirty-three (633-384 and 385) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on JANUARY FIFTEENTH, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 9, 1953. 36251-50-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { LUDGER AUDETTE,
No. 284922. { plaintiff vs NORBERT
WEININGER, defendant.

"An emplacement fronting Waterfront Road, Laprairie, known and designated as being subdivision eleven (11) of the original lot 549 of the cadastre of the parish of Laprairie, with the buildings thereon erected."

To be sold, at the parochial church door of the parish of Laprairie, on JANUARY FIFTEENTH 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 9, 1953. 36249-50-2

RIMOUSKI

Province of Quebec — District of Rimouski
Superior Court, { CYPRIEN BÉLANGER
No. 14967. { LIMITÉE, body politi-
tic, incorporated in accordance
with law having its principal place of business in the village of Amqui, judicial district of Rimouski, plaintiff, vs JOSEPH LAUZIER, GILLES LAUZIER, GERMAIN LAUZIER and JULES LAUZIER, formerly of St-Leon le Grand, to-day of Amos Abitibi, defendants.

A piece of land, situate in the parish of St-Leon le Grand, containing fifty six feet of frontage at the road, seventy-two feet in width at the rear by seventy feet of depth, forming part and to be distracted from lot known and designated under number twenty-seven 9 (Pt. 27-9) of the official cadastre of range one of the township of Pineault, with buildings, bounded to the South by the road, to the west by the land of Alphonse Levesque, to the north and East by the land of Lepnard Imbeault.

To be sold at the church door of St-Leon le Grand, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER 1953 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHAS GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, November 16, 1953. 36080-47-2

Province of Quebec — District of Rimouski
Superior Court, { LA PLOMBERIE DE RI-
No. 14763. { MOUSKI, a body politic
and corporate, having its business office at Rimouski, plaintiff, vs MARC-ANDRÉ SANTERRE, contractor, Rimouski, defendant.

Lot number thirty-six of the official subdivision of lot number eight of the official cadastre of the town of St-Germain of Rimouski, 8-36, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office at the Court House at Rimouski, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, November 16, 1953. 36081-47-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval
Cour Supérieure, { OSCAR POITRAS, de Des-
N° 14650. { biens-Mills, demandeur,
vs ATHANASE VILLENEU-

VE, St-André, défendeur.

Tous les lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-huit et vingt-neuf (Nos 28 et 29) du rang trois (3) canton Metabetchouan, d'une superficie de cent (100) acres chacun, plus ou moins, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, ainsi que tout le roulant de ladite ferme.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Chambord, comté et district de Roberval, province de Québec, le DOUZIÈME (12) jour de JANVIER 1954 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
Roberval, ce 7 décembre 1953. 36254-50-2-0

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval
Cour Supérieure, { LE MAGASIN PARISIEN
N° 14996. { LTÉE, corps politique
incorporé, ayant bureau à
Saint-Joseph d'Alma, demandeur vs LES HÉ-
RITIERS DE FEU PHILIPPE PATOINE en
son vivant journalier de Saint-Henri de Taillon,
district de Roberval collectivement, défendeurs.

Tous les droits que feu Philippe Patoine et ses héritiers ont ou peuvent avoir dans et sur le lot de terre numéro vingt-neuf (N° 29) du rang quatre (4) canton Taillon, sauf le terrain qu'il a vendu à la Voirie, le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Lesdits droits ayant appartenus à feu Philippe Patoine.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, comté Lac Saint-Jean, district de Roberval, province de Québec, le DOUZIÈME (12) jour de JANVIER 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
Roberval, ce 7 décembre 1953. 36253-50-2-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, { JACQUES ARCAND, en-
N° 18086. { trepreneur de pompes
funèbres, domicilié et rési-
dant dans la ville de Saint-Félicien, district de
Roberval, demandeur vs ÉMILE PAQUETTE,
résidant à Canton-Antoine, district de Roberval,
défendeur.

Tous les droits que le défendeur a ou peut avoir dans et sur le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix (10) du rang cinq (5) du Canton-Antoine, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de Notre Dame de Lorette (Canton-Antoine) Comté et district de Roberval, province de Québec, le TREIZIÈME (13) jour de JANVIER 1954, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice, Roberval, ce 7
décembre 1953. 36252-50-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval
Superior Court, { OSCAR POITRAS, of Des-
No. 14650. { biens-Mills, plaintiff, vs
ATHANASE VILLENEUVE,

St-André, defendant.

All lots of land known and designated under numbers twenty-eight and twenty-nine (Nos. 28 and 29) of range three (3) Metabetchouan Township, of a superficial area of one hundred (100) acres each, more or less, together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as well as the rolling stock of the said farm.

To be sold at the church door of the parish of Chambord, county and district of Roberval, Province of Quebec, the TWELFTH day (12) of JANUARY, 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, December 7, 1953. 36254-50-2

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval
Superior Court, { LE MAGASIN PARISIEN
No. 14996. { LTÉE, body politic and
incorporate, having an office at
St. Joseph d'Alma, plaintiff, vs THE HEIRS
OF THE LATE PHILIPPE PATOINE, in his
lifetime, laborer of St. Henri de Taillon, district
of Roberval collectively, defendants.

All rights that the late Philippe Patoine and his heirs have or may have in and on lot of land number twenty-nine (29) of range four (4) Township Taillon, save the land he sold to the Roads Department, the whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

The said rights having belonged to the late Philippe Patoine.

To be sold at the parochial church door of St. Henri de Taillon, county of Lake St. John district of Roberval, province of Quebec, the TWELFTH (12) day of JANUARY, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House,
Roberval, December 7, 1953. 36253-50-2

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, { JACQUES ARCAND, Un-
No. 18086. { dertaker, domiciled and
residing in the town of
Saint Félicien, district of Roberval, plaintiff, vs
ÉMILE PAQUETTE, residing at Township An-
toine, district of Roberval, defendant.

All rights that the defendant has or may have in and upon the lot of land known and designated under number ten (10) of range five (5) of township Antoine, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Lorette (township Antoine) county and district of Roberval, province of Quebec, the THIRTEENTH (13) day of JANUARY, 1954, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Roberval,
December 7, 1953. 36252-50-2

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 11307, **LA BANQUE ROYALE DU CANADA**, banque à charte dûment incorporée, ayant ses bureaux en les cité et district de Montréal, ayant une place d'affaire dans la ville de Coaticook, dans le district de St-François, demanderesse, vs **J.-ALBERT DUPUIS**, autrefois du canton de Hereford, dans le district de St-François, et Ernest Allaire, de Magog dans ledit district de St-François, faisant ou ayant fait affaire en société comme camionneurs sous les nom et raison sociale de "All Dupuis Transport Reg'd", défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, J.-Albert Dupuis:

"a) Les bâtisses actuellement érigées et ses droits de superficie dans la propriété suivante: cette partie du lot 5-E dans le rang 1 du canton de Hereford sur laquelle sont situées les bâtisses construites par John Rowell en 1939 avec le consentement de son père, et aussi tous les droits de passage quelconque que ledit Rowell avait pour atteindre les bâtisses et en prendre soin;

b) Un certain morceau de terre à prendre et à détacher du lot cinq-B rang un du Canton d'Hereford et décrit comme suit: commençant à un point sur la ligne de division des lots cinq-B et cinq-E à deux cent pieds à l'ouest d'un chemin public, puis de là vers le sud une distance de 450 pieds à un point lequel point se trouve également à deux cent pieds à l'ouest du chemin public, puis de là vers l'est à angle droit jusqu'à la rivière appelée Holm Stream, de là, vers le nord en suivant le contour de ladite rivière jusqu'à la ligne de séparation des lots 5-B et 5-E et, enfin, delà vers l'ouest jusqu'au point de départ, le tout borné comme suit: au nord par la ligne de division des lots 5-B et 5-E, à l'ouest et au sud par partie du lot 5-B et à l'est par la rivière, ledit morceau de terre étant cependant séparé par le chemin public, la partie à l'ouest du chemin public se trouve à avoir 450 pieds de front par deux cent pieds de profondeur et la partie à l'est du chemin public et s'étendant jusqu'à la rivière par ladite largeur en front avec le chemin public 450 pieds; cet emplacement étant connu comme le lot 5-E sur un plan de subdivision préparé par S. A. Meade, arpenteur-géomètre."

Pour être vendus "en bloc", au bureau d'enregistrement, ville de Coaticook, MERCREDI, TREIZE JANVIER 1954, à UNE heure et DEMIE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
District de St-François, ce 5 décembre 1953.
36230-50-2-o
[Première insertion, le 12 décembre 1953..]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 341058, **BANQUE DE MONTRÉAL**, corps politique dûment incorporé selon la loi et ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse vs **CHARLES STANLEY O'NEILL**, courtier en douane de la ville de Saint-Eustache, district de Terrebonne, résidant à 41, 10ième Avenue, défendeur.

"La subdivision numéro 100 du lot originaire n° 60 au cadastre et plan et livre de renvoi offi-

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, No. 11307, **THE ROYAL BANK OF CANADA**, charter bank duly incorporated, having its head offices in the city and district of Montreal, having a place of business in the town of Coaticook, in the district of St-Francis, plaintiff, vs **J.-ALBERT DUPUIS**, formerly of the township of Hereford, in the district of St. Francis, and Ernest Allaire, of Magog, in the said district of St-Francis, doing or having done business in partnership, as truckers under the name and style of "All Dupuis Transport Reg'd", defendant.

As belonging to the defendant J.-Albert Dupuis:

"a) The building actually erected on and his surface rights (droits de superficie) in the following property: that part of lot 5-E range 1 of the township of Hereford on which are situated the buildings built by John Rowell in 1939 with his father's consent, and also any rights of way whatsoever that the said Rowell had to reach the buildings and take care of same;

"b) A certain piece of land to take and to detach from lot five-B range one upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Hereford and described as follows: commencing at a point on the division line of lots five-B and five-E at two hundred feet to the West of a public road, thence Southerly a distance of 450 feet to a point which point is equally at two hundred feet to the West of the public road, thence Easterly at right angle as far as the river called Holm Stream, thence Northerly following the contour of the said river as far as the line of separation of lots 5-B and 5-E and, finally, thence Westerly to the starting point. The whole bounded as follows: to the North by the division line of lots 5-B and 5-E, to the West and to the South by part of lot 5-B and to the East by the river, the said piece of land being however separated by the public road, the part to the West of the public road having 450 feet in front by two hundred feet in depth and the part to the East of the public road and extending as far as the river by the said width in front with the public road 450 feet; that piece of ground being known as the lot 5-E upon a subdivision plan prepared by S. A. Meade surveyor.

To be sold "en bloc" at the Registry Office, in the town of Coaticook, WEDNESDAY the THIRTEENTH of JANUARY 1954, at ONE THIRTY o'clock, in the afternoon.

JOS. LABRECQUE, Sheriff.
Sheriff's Office, District of St. Francis, this 5th of December 1953.
36230-50-2-o
[First insertion, the 12th of December 1953.]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 341058, **BANK OF MONTREAL**, a body politic and corporate duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs **CHARLES STANLEY O'NEILL**, Customs broker, of the town of St. Eustache district of Terrebonne, therein residing at 41 10th Avenue, Defendant.

"The subdivision number 100 of Cadastral lot no. 60 on the Official Plan and Book of Refe-

ciels de la paroisse de Saint-Eustache et portant le n° 41 de la 10ième Avenue avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Eustache sur le Lac, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1954 à DEUX heures de l'après-midi.

rence of the parish of St. Eustache, with house thereon erected bearing Civic no. 41 10th Avenue, St. Eustache.

To be sold at the catholic church door of the parish of St. Eustache sur le Lac, the THIRTEENTH day of JANUARY 1954 at TWO o'clock of the after-noon.

Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 9 décembre 1953. 36240-50-2-0

Sheriff's Office, ALB. FOURNELLE, Sheriff.
St-Jérôme, December 9th, 1953. 36240-50-2-0

Index de la Gazette officielle de Quebec, N° 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Demontigny vs Bertrand.....	3721
Filion vs Gagnon.....	3721
Gorry vs Poirier.....	3721
Jeanson vs Gagné.....	3721

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3691

AVIS DIVERS:

Chicoutimi, canton de (Tirage d'obligations).....	3722
Coopérative d'Habitation St-Etienne La Malbaie (Fondation).....	3723
Forbes Brothers Limited (Dist. de l'actif).....	3722
La Caisse Populaire de Maisonneuve (Changement de nom).....	3723
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Omer de L'Islet (Formation).....	3722
Shell Refinery Employees Credit Union (Fondation).....	3723
The St. Ignatius Loyola Credit Union (Fondation).....	3723
The Westons Employees Credit Union (Fondation).....	3723
Valois Youth Recreational Association (Directeurs).....	3724

CHARTES — ABANDON DE:

Graceline Frocks Inc.....	3724
J. B. Dussault & Fils Ltée.....	3724
Monlac Construction Limitée.....	3724
Sapera Bros. Limited.....	3724
Twenty-One Maplewood Avenue Inc....	3725

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Pfizer Corporation.....	3725
-------------------------	------

COMPAGNIE DISSOUTE:

L'Association des Commis des Cantons de l'Est.....	3725
--	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Aisenberg, Harry.....	3715
Beauharnois, commissaires d'écoles de la cité de.....	3717
Donnacona, ville de.....	3713
Dorval, ville de.....	3719
Isabelle, Succession Emile.....	3715
Lachute, ville de.....	3718
La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, paroisse de.....	3718
La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle.....	3720

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Demontigny vs Bertrand.....	3721
Filion vs Gagnon.....	3721
Gorry vs Poirier.....	3721
Jeanson vs Gagné.....	3721

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3691

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chicoutimi, township of (Drawing of bonds).....	3722
Coopérative d'habitation St-Etienne La Malbaie (Foundation).....	3723
Forbes Brothers Limited (Dist. of the assets).....	3722
La Caisse Populaire de Maisonneuve (Change of name).....	3723
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Omer de L'Islet (Formation).....	3722
Shell Refinery Employees Credit Union (Foundation).....	3723
The S. Ignatius Loyola Credit Union (Foundation).....	3723
The Westons Employees Credit Union (Foundation).....	3723
Valois Youth Recreational Association (Directors).....	3724

CHARTERS — SURRENDER OF:

Graceline Frocks Inc.....	3724
J.-B. Dussault & Fils Ltée.....	3724
Monlac Construction Limitée.....	3724
Sapera Bros. Limited.....	3724
Twenty-One Maplewood Avenue Inc....	3725

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Pfizer Corporation.....	3725
-------------------------	------

COMPANY DISSOLVED:

L'Association des Commis des Cantons de l'Est.....	3725
--	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Aisenberg, Harry.....	3715
Beauharnois, School Commissioners of the city of.....	3717
Donnacona, town of.....	3713
Dorval, town of.....	3719
Isabelle, Estate of Emile.....	3715
Lachute, town of.....	3718
La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, parish of.....	3718
Zénith Mutual Insurance Company ...	3720

Leduc, Mme Léocadie.....	3714	Leduc, Mrs. Léocadie.....	3714
Le Synode du Diocèse de Montréal et al.....	3721	The Synod of the Diocese of Montreal et al.....	3721
Martin, Succession Marcel.....	3713	Martin, Estate of Marcel.....	3713
Montréal-Nord, ville de.....	3716	Montreal-North, town of.....	3716
Pointe-aux-Trembles, ville de.....	3718	Pointe-aux-Trembles, town of.....	3718
Québec, cité de.....	3716	Quebec, city of.....	3716
Shariro, Vladimir.....	3717	Shariro, Vladimir.....	3717
Sherbrooke, Commissaires d'écoles ca- tholiques romains de la cité de et al.....	3713	Sherbrooke, Roman Catholic School Commissioners of the city of et al.....	3713
St-Eustache, ville de.....	3719	St-Eustache, town of.....	3719
St-Joseph, paroisse de.....	3715	St-Joseph, parish of.....	3715
St-Laurent, paroisse de.....	3714	St-Laurent, parish of.....	3714
St-Laurent, ville de.....	3714	St-Laurent, town of.....	3714
St-Rémi, ville de et al.....	3720	St-Rémi, town of et al.....	3720
Temple Beth Sholom.....	3714	Temple Beth Sholom.....	3714
Thetford-Mines, commissaires d'écoles de la cité de.....	3719	Thetford-Mines, School Commissioners of the city of.....	3719
Victoriaville, ville de.....	3717	Victoriaville, town of.....	3717
Weinstein, Milton.....	3712	Weinstein, Milton.....	3712

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Bassin.....	3727
Canrobert.....	3727
St-Camille-de-Cookshire.....	3727
St-Elie-de-Caxton.....	3726
St-Théophile-d'Ely.....	3726

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Aldfield, canton de.....	3727
Poite-Claire, paroisse de.....	3727
Ste-Geneviève, village de.....	3727

LETTRES PATENTES:

Ace Hand-Dryer Corporation.....	3692
Acme Converters Corporation.....	3693
Alpha Photo, Inc.....	3693
A. Monast et Cie Limitée.....	3693
Aqueduc d'Auclair Ltée.....	3694
Aristide Boisvert et Fils Ltée — Aris- tide Boisvert and Sons Limited.....	3694
Boud's Tavern Inc.....	3694
Brisebois Plomberie Inc. — Brisebois Plumbing Inc.....	3695
Canse & Frère Limitée — Canse & Frère Limited.....	3695
Champs de Mars Service Station Li- mited.....	3695
Commercial Leaseholds (Quebec) Li- mited.....	3696
Dagwood's Inc.....	3696
Dorval Properties Ltd.....	3696
Eastern Quebec Uranium & Nickel Cor- poration Limited.....	3697
Fine Togs Co.....	3697
Fluor Bar Mines Ltd.....	3698
Forest Homes Development Co. Ltd.....	3698
Girard & Caya Inc.....	3698
Glenhill Knitwear Ltd.....	3699
Gresham Investments Inc.....	3699
Hartman's Stationery Inc.....	3699
House of Hayden Inc.....	3700
Ideal Cleaners Ltd.....	3700
Industrial & Mining Supplies Ltd.....	3700
Joseph Ménard & Fils Limitée.....	3701
Jos Gauvin & Fils, Inc.....	3701
Laurent Molini Inc.....	3701
Les Frères Clément Limitée.....	3702
Les Immeubles Val-Martin Ltée — Val-Martin Realities Ltd.....	3702
Lessard sur la Côte Ltée.....	3703

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Bassin.....	3727
Canrobert.....	3727
St-Camille-de-Cookshire.....	3727
St-Elie-de-Caxton.....	3726
St-Théophile-d'Ely.....	3726

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Aldfield, township of.....	3727
Pointe-Claire, parish of.....	3727
Ste-Geneviève, village of.....	3727

LETTERS PATENT:

Ace Hand-Dryer Corporation.....	3692
Acme Converters Corporation.....	3693
Alpha Photo, Inc.....	3693
A. Monast et Cie Limitée.....	3693
Aqueduc d'Auclair Ltée.....	3694
Aristide Boisvert et Fils Ltée — Aris- tide Boisvert and Sons Limited.....	3694
Boud's Tavern Inc.....	3694
Brisebois Plomberie Inc. — Brisebois Plumbing Inc.....	3695
Canse & Frère Limitée — Canse & Frère Limited.....	3695
Champs de Mars Service Station Li- mited.....	3695
Commercial Leaseholds (Quebec) Li- mited.....	3696
Dagwood's Inc.....	3696
Dorval Properties Ltd.....	3696
Eastern Quebec Uranium & Nickel Cor- poration Limited.....	3697
Fine Togs Co.....	3697
Fluor Bar Mines Ltd.....	3698
Forest Homes Development Co. Ltd.....	3698
Girard & Caya Inc.....	3698
Glenhill Knitwear Ltd.....	3699
Gresham Investments Inc.....	3699
Hartman's Stationery Inc.....	3699
House of Hayden Inc.....	3700
Ideal Cleaners Ltd.....	3700
Industrial & Mining Supplies Ltd.....	3700
Joseph Ménard & Fils Limitée.....	3701
Jos Gauvin & Fils, Inc.....	3701
Laurent Molini Inc.....	3701
Les Frères Clément Limitée.....	3702
Les Immeubles Val-Martin Ltée — Val-Martin Realities Ltd.....	3702
Lessard sur la Côte Ltée.....	3703

Lithographie Centrale Limitée.....	3703
Low & Associates Company Ltd.....	3703
Melrose Lending Library & Agencies Limited.....	3704
Metropolitain Brick Inc.....	3704
Meyer Corporation.....	3704
Mistral Incorporée.....	3705
M. Lemieux Inc.....	3705
Morigran Hosiery Mills Limited.....	3705
Morris Webster Inc.....	3706
P. C. Lamère Inc.....	3706
P. E. Authier Compagnie Limitée.....	3706
Pelletier Automobiles Limitée.....	3707
Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée — Belœil Plumbing & Heating Limited.....	3707
R. Arcand Inc.....	3707
R. Dumoulin Automobiles Ltée.....	3708
Rebuilders & Sales Inc.....	3708
Reliable Smallwares Co. Ltd.....	3709
Robitaille Service Stations Ltd.....	3709
Rodolphe Duranleau Inc.....	3709
Ronsel Ltd.....	3710
Rora Inc.....	3710
Sanders & Gold Cloak Co.....	3710
Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated.....	3711
Trans-Canada Upholstering Ltd.....	3711
Trottier Realities Inc.— Les Immeubles Trottier Inc.....	3711
Wilro Incorporé.....	3712
W. P. Lunny Limited.....	3712

Lithographie Centrale Limitée.....	3708
Low & Associates Company Ltd.....	3708
Melrose Lending Library & Agencies Limited.....	3704
Metropolitain Brick Inc.....	3704
Meyer Corporation.....	3704
Mistral Incorporée.....	3705
M. Lemieux Inc.....	3705
Morigran Hosiery Mills Limited.....	3705
Morris Webster Inc.....	3706
P. C. Lamère Inc.....	3706
P. E. Authier Compagnie Limitée.....	3706
Pelletier Automobiles Limitée.....	3707
Plomberie & Chauffage de Belœil Limitée — Belœil Plumbing & Heating Limited.....	3707
R. Arcand Inc.....	3707
R. Dumoulin Automobiles Ltée.....	3708
Rebuilders & Sales Inc.....	3708
Reliable Smallwares Co. Ltd.....	3709
Robitaille Service Stations Ltd.....	3709
Rodolphe Duranleau Inc.....	3709
Ronsel Ltd.....	3710
Rora Inc.....	3710
Sanders & Gold Cloak Co.....	3710
Tenega Lawn Bowling & Tennis Association, Incorporated.....	3711
Trans-Canada Upholstering Ltd.....	3711
Trottier Realities Inc.— Les Immeubles Trottier Inc.....	3711
Wilro Incorporé.....	3712
W. P. Lunny Limited.....	3712

LIQUIDATION, AVIS DE:

Coopérative Électricité St-Jean St-Germain.....	3727
---	------

ORDRE DE COUR:

Atlas Bedding Ltd. vs Flewelling.....	3728
---------------------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Chevaliers de Colomb, Conseil de:	
Arvida, N° 2846.....	3729
Québec, N° 446.....	3729
St-Camille, N° 3139.....	3729
Commercial Leaseholds (Quebec) Limited.....	3730
La Cie de Placements Cavalier Inc.....	3729
Quebec Bond & Share Corporation.....	3729
Teveco Ltée.....	3728
The Maniwaki Kid Uranium Mining Corporation.....	3720

VENTE POUR TAXES:

Lennoxville, ville de.....	3730
----------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Desprès vs Héritiers Douglas McKelvey.....	3731
--	------

MONTREAL:

Audette vs Weininger.....	3732
National Business Publications Limited vs Moresen.....	3731
Samson vs Lavigueur.....	3731

RIMOUSKI:

Cyprien Bélanger Limitée vs Lauzier et al.....	3732
La Plomberie de Rimouski vs Santerre.....	3732

WINDING UP NOTICE:

Coopérative Electricité St-Jean St-Germain.....	3727
---	------

RULE OF COURT:

Atlas Bedding Ltd. vs Flewelling.....	3728
---------------------------------------	------

HEAD OFFICES:

Knights of Columbus, Council of:	
Arvids, No. 2846.....	3729
Quebec, No. 446.....	3729
St-Camille, No. 3139.....	3729
Commercial Leaseholds (Quebec) Limited.....	3730
La Cie de Placement Cavalier Inc.....	3729
Quebec Bond & Share Corporation.....	3729
Teveco Ltée.....	3730
The Maniwaki Kid Uranium Mining Corporation.....	3728

SALES FOR TAXES:

Lennoxville, town of.....	3730
---------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Desprès vs Heirs of Douglas McKelvey.....	3731
---	------

MONTREAL:

Audette vs Weininger.....	3732
National Business Publications Limited vs Moresen.....	3731
Samson vs Lavigueur.....	3731

RIMOUSKI:

Cyprien Bélanger Limitée vs Lauzier et al.....	3732
La Plomberie de Rimouski vs Santerre.....	3732

ROBERVAL:

Arcand vs Paquette.....	3733
Le Magasin Parisien Ltée vs Héritiers Philippe Patoine.....	3733
Poitrass vs Villeneuve.....	3733

SAINT-FRANÇOIS:

La Banque Royale du Canada vs Dupuis et al.....	3734
--	------

TERREBONNE:

Banque de Montréal vs O'Neill.....	3734
------------------------------------	------

36215-o

ROBERVAL:

Arcand vs Paquette.....	3733
Le Magasin Parisien Ltée vs Heirs of Philippe Patoine.....	3733
Poitrass vs Villeneuve.....	3733

SAINT FRANCIS:

The Royal Bank of Canada vs Dupuis et al.....	3734
--	------

TERREBONNE:

Bank of Montreal vs O'Neill.....	3734
----------------------------------	------

36215